

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

-----  
UNITE-EGALITE-PAIX



# RAPPORT ANNUEL | 2022

Situation économique, sociale et financière



Scanner pour télécharger

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

-----  
UNITE-EGALITE-PAIX



# RAPPORT | 2022

## ANNUEL

Situation économique, sociale et financière

## MOT DU MINISTRE

### Une résilience économique dans des temps de marasme



A l'instar des autres pays, les débuts de cette nouvelle décennie pour Djibouti sont marqués par une succession de chocs exogènes : la pandémie du Covid 19, le conflit en Ethiopie principal partenaire commercial pour les services portuaires, la guerre en Ukraine et ses répercussions dont la flambée des prix et le resserrement des conditions monétaires.

Malgré ces crises et son caractère extraverti, l'économie Djiboutienne a montré des signes de résilience avec une croissance estimée à 3,7% en 2022 après 4,8% en 2021 et soutenue notamment par une activité portuaire qui a enregistré une amélioration notable au second semestre 2022 et un secteur de la zone franche qui affiche une croissance plus élevée qu'anticipée. La consommation intérieure est restée soutenue grâce aux efforts de soutien du gouvernement.

**L'inflation** s'est accentuée à 3,6% en variation annuelle mais s'est stabilisée par rapport à son niveau de juin 2022 où le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation a connu un pic à +11,5%. L'effort du gouvernement traduit par des mesures fiscales protectrices du pouvoir d'achat de nos compatriotes notamment sur les denrées alimentaires et le pétrole ont contribué à contenir l'évolution de cette inflation importée.

Les **investissements** (publics et privés) sont restés sur la même tendance que l'année précédente à 22,4% du PIB.

Les **finances publiques** ont été caractérisées d'une part par l'augmentation de recettes et dons de 2% à 123 341 millions FDJ contre 121 015 millions FDJ en 2021 et d'autre part des dépenses en baisse de 4,8% à 132 736 millions FDJ avec un fléchissement important des dépenses d'investissements (-25%) et malgré une hausse des dépenses courantes de 9,4%. Le déficit base caisse s'est résorbé de 85% à 3 081 millions FDJ contre 19 959 millions FDJ en 2021. Par rapport au PIB, le déficit s'est amélioré d'environ 3 points en passant de 3,3% à 0,5%.

Le **compte courant** a affiché un solde excédentaire de 119,49 milliards FDJ en baisse de 20% par rapport aux 149,94 milliards FDJ de 2021.

La **masse monétaire** a baissé de 1,7% à 470,34 milliards FDJ à fin 2022 contre 478,420 milliards FDJ en 2021. Les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse en 2022 de 10,3% et les crédits intérieurs ont connu une hausse de 13,8% correspondant à une augmentation annuelle des crédits à l'économie de 27,6 milliards FD.

En 2022, le **taux de transformation** des dépôts en crédits progresse à 56% contre 52% en 2021. Cette amélioration de la transformation bancaire est due à une hausse de crédits de 5,6% malgré une diminution de 1,8% des dépôts.

Le taux de couverture de la monnaie est resté stable en 2022 avec un taux de 106,3%.

Concernant le secteur de la microfinance, les organismes de microcrédits ont enregistré une progression de 35,1% de leurs membres à 49 126 contre 36 358 en 2021. Les crédits octroyés ont sextuplé à 378 millions FDJ par rapport au 58,6 millions FDJ de 2021.

L'encours de crédit est ressorti pour sa part à la baisse de 31% à 61,489 millions FDJ en 2022 contre 88,491 millions FDJ une année auparavant.

La microfinance islamique a pour sa part enregistrée une hausse de crédit de 8% à 328,5 millions FDJ sur un an et un encours en diminution de 25% à 18,15 millions FDJ.

Les perspectives économiques à moyen terme sont favorables avec une croissance projetée à 6,8% pour 2023 et portée par un rebond des services portuaires consécutifs à la fin du conflit en Ethiopie, la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures notamment dans les domaines du logement et portuaire (chantier naval, port pétrolier) ou les programmes de rénovation des corridors routiers.

Elle est cependant tributaire de l'évolution des tensions géopolitiques mondiales, des chaînes d'approvisionnement et des aléas climatiques.

**ILYAS MOUSSA DAWALEH**

## Table des matières

MOT DU MINISTRE.....	1
INTRODUCTION.....	10
CHAPITRE I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL EN 2022 .....	12
1.1. Performances Economiques en Afrique.....	12
1.2. Performances Economiques dans les Etats du Golfe .....	13
1.2.1. Evolution des cours des matières premières.....	13
1.2.2. Evolution du marché des changes .....	16
CHAPITRE II. ETAT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE EN 2022 .....	17
2.1. Le secteur réel.....	17
2.1.1. Le secteur primaire.....	18
2.1.2. Le secteur secondaire .....	20
2.1.3. Le secteur tertiaire.....	23
2.2. La Structure du PIB.....	28
2.2.1. Optique Production .....	28
2.2.2. Optique demande .....	28
2.3. Inflation .....	28
2.4. Finances Publiques .....	29
2.4.1. Analyse des recettes budgétaires .....	29
2.4.2. Les dons.....	31
2.4.3. Les dépenses publiques .....	31
2.4.4. Evolution du déficit budgétaire .....	33
2.5. La dette publique extérieure.....	33
2.5.1. Evolution de l'encours de la dette .....	33
2.5.2. Le service de la dette extérieure .....	34
2.6. La Balance de paiements .....	35
2.6.1. La balance commerciale des Biens.....	35
2.6.2. La balance commerciale des services .....	35

2.6.3.	La balance de revenus .....	36
2.6.4.	La balance des transferts courants .....	36
2.6.5.	Le compte de capital et des opérations financières .....	36
2.7.	Evolution des principaux agrégats monétaires.....	37
2.7.1.	La monnaie fiduciaire .....	38
2.7.2.	Les dépôts.....	38
2.7.3.	Les contreparties de la masse monétaire.....	38
2.7.4.	Couverture de l'émission fiduciaire au 31 décembre 2022.....	40
2.7.5.	Liquidité de l'Economie .....	41
CHAPITRE III : LE SECTEUR FINANCIER.....		43
3.1.	Contribution du secteur financier à l'économie Djiboutienne.....	43
3.2.	Les dépôts bancaires.....	43
3.2.1	Les dépôts par type de déposants .....	44
3.2.2	Les dépôts des banques conventionnelles et islamiques.....	45
3.2.3	Les dépôts par type de monnaie .....	45
3.2.4	Les types de dépôts.....	46
3.2.5	La rémunération des dépôts.....	47
3.3.	les crédits bancaires.....	48
3.3.1	Répartition des crédits par type des banques .....	48
3.3.2	Taux de transformation bancaire .....	49
3.3.3	Les types de crédits .....	51
3.1.3.	Les crédits par secteur d'activités .....	52
3.1.4.	Les crédits selon les agents économiques.....	53
3.1.5.	Le coût des crédits .....	53
3.4.	La Microfinance.....	56
3.4.1.	La Microfinance conventionnelle.....	56
3.4.2.	La Microfinance islamique.....	58
CHAPITRE IV. LES SECTEURS SOCIAUX .....		59

4.1.	Education.....	59
4.2.	Santé.....	60
4.3.	Le Genre.....	62
	Annexe : Indicateurs macroéconomiques et financiers 2018-2022 .....	64

## Liste des tableaux

Tableau 1:	Evolution des produits d'origine animale destinés à la consommation (2018-2022) ...	18
Tableau 2:	Evolution des exportations par espèces (2018-2022).....	18
Tableau 3 :	Evolution de la production agricole (2018-2022) .....	19
Tableau 4 :	Evolution de la production de la Pêche (2018-2022) .....	19
Tableau 5:	Evolution du secteur de l'Energie (2018-2022) .....	20
Tableau 6 :	Evolution du secteur de l'Eau (2018-2022) .....	21
Tableau 7 :	Evolution du secteur de Construction BTP (2018-2022) .....	22
Tableau 8 :	Evolution des principaux indicateurs du secteur des télécommunications .....	23
Tableau 9 :	Evolution de conteneurs traités (en Teu).....	24
Tableau 10:	Volume des marchandises en vrac traitées par les ports (tonnes métriques) .....	24
Tableau 11 :	Evolution d'hydrocarbures en (M. tonnes) .....	25
Tableau 12:	Evolution des Indicateurs de l'activité aéroportuaire (2018-2022) .....	25
Tableau 13:	Evolution des Mouvements des Camions.....	26
Tableau 14 :	Evolution du trafic ferroviaire (2018-2022) .....	26
Tableau 15 :	Evolution des demandes djiboutiennes et éthiopiennes.....	26
Tableau 16 :	Evolution des indicateurs du tourisme (2018-2022) .....	27
Tableau 17 :	Les contributions sectorielles au PIB en % (2018-2022) .....	28
Tableau 18 :	Structure du PIB selon l'optique demande.....	28
Tableau 19 :	L'indice des prix à la consommation sur la période (2018-2022) .....	29
Tableau 20 :	Situation des recettes budgétaires (en millions FDJ).....	31
Tableau 21:	Situation des Dépenses budgétaires (en Millions FDJ).....	32
Tableau 22:	L'encours de la Dette extérieure publique au 31 décembre 2022.....	34

Tableau 23: Service de la dette extérieur au 31 Décembre 2022 .....	34
Tableau 24 : Synthèse de la Balance des paiements (en millions FDJ) .....	37
Tableau 25: Evolution des composantes de la masse monétaire (en millions FDJ).....	38
Tableau 26: Dépôts par type de monnaie .....	38
Tableau 27: Contreparties de la Masse Monétaire (en millions FDJ) .....	39
Tableau 28: Evolution de crédit à l'économie (en millions FDJ) .....	39
Tableau 29 : Part du secteur financier dans le PIB (en %) .....	43
Tableau 30: Répartition des Membres de CPECs de Djibouti ville et des régions à fin 2022 .....	56
Tableau 31 : Le volume de l'épargne constitué à fin 2022 (FDJ).....	57
Tableau 32 : Tableau : Evolution de crédits et de l'encours (millions FDJ) .....	58
Tableau 33: Nombre des écoles selon le niveau d'enseignement .....	59
Tableau 34: Evolution du taux brut de scolarisation selon le niveau d'enseignement.....	59

### Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution du Cours du Pétrole en 2022 (\$/Baril).....	13
Graphique 2 : Evolution du cours du blé en 2022 .....	14
Graphique 3: Evolution du Cours du Sucre en 2022.....	14
Graphique 4 : Evolution du cours de l'huile en 2022 .....	15
Graphique 5 : Evolution du cours du riz en 2022 .....	15
Graphique 6 : Evolution du marché des changes en 2022 (Euro/Dollar) .....	16
Graphique 7 : Evolution du PIB réel et de l'inflation (2018-2022) .....	17
Graphique 8 : Evolution des exportations et des consommations locales de bétail.....	18
Graphique 9 : Evolution des productions agricoles et du rendement.....	19
Graphique 10: Evolution de la production de la Pêche .....	20
Graphique 11 : Evolution des indicateurs de l'électricité et des abonnées.....	21
Graphique 12: Evolution de la production, de la consommation d'eau et des Abonnés.....	22
Graphique 13 : Evolution du secteur de Construction BTP .....	22
Graphique 14: Evolution des services de télécommunications .....	23
Graphique 15: Evolution du volume de marchandises en vrac traitées (Tonnes) entre 2018-2022 .....	25

Graphique 16 : Evolution de nombres de voyageurs débarques sur la période 2018-2022 .....	27
Graphique 17: Evolution de l'inflation sur la période 2017-2021.....	29
Graphique 18: Evolution de différents postes de recettes .....	31
Graphique 19: Evolution des principaux postes de dépenses totales en millions FDJ.....	33
Graphique 20: Evolution de l'encours de la Dette extérieure publique .....	34
Graphique 21 : Evolution de la Balance des transferts.....	36
Graphique 22 : Evolution de la Balance de capital, des opérations financières et IDE (millions FDJ) .....	37
Graphique 23: Evolution de la masse monétaire sur les 20 dernières années.....	37
Graphique 24 : Evolution crédits à l'Economie 2002-2022.....	40
Graphique 25: Evolution de la Part du Crédit à l'économie dans le Produit intérieur brut.....	40

## INTRODUCTION

En 2022, l'environnement international est caractérisé par le conflit Russie-Ukraine et ses repercussions sur les chaînes mondiales de production et d'approvisionnement avec une inflation galopante des prix de l'énergie et de l'alimentation et un durcissement des politiques monétaires.

Cependant, au niveau national, l'impact de ces chocs exogènes sur l'économie a été contenu.

Ainsi, le PIB réel a fait preuve de résilience avec une croissance estimée à 3,7% en 2022 après 4,8% en 2021 grâce notamment à un rebond de l'activité portuaire au second semestre 2022.

Le ralentissement observé dans certains secteurs comme le BTP et le commerce local, a pu être atténué par les performances d'autres activités notamment la zone franche et l'administration publique.

Le secteur tertiaire, principal contributeur au PIB, a gagné un point de croissance par rapport aux dernières prévisions (+3,4% contre 2% initialement prévu) en raison du rehaussement de la performance des activités de commerce et transport Zone franche (+6,4% contre +3,8% initialement) et une baisse moindre que prévue des activités du transport hors zone franche (-8% contre -10% initialement) en raison du trafic de conteneur qui a connu une nette reprise durant le second semestre de 2022. Une évolution positive est constatée aussi pour l'administration publique (+5,8%) contre une prévision initiale de -5,8%.

D'autres secteurs ont enregistré un ralentissement notamment le bâtiment (+2% contre +10% initialement) ou le commerce local marqué par une baisse du rythme des activités des importations à +6% contre +11% estimé initialement, en raison de l'inflation mondiale des prix des produits énergétiques et alimentaires durant cette année.

Le transport routier qui est connexe aux activités maritimes est en baisse de 5,1% alors que les activités des transports aéroportuaire et ferroviaire ont augmenté respectivement de 24,3% et de 25,7%. Les activités touristiques ont baissé de 4% tandis que les activités de construction ont ralenti à +2% contre +10% l'année dernière.

Toutefois, la contribution de l'investissement (privé et public) à la croissance économique a baissé légèrement en passant de 22,7% du PIB en 2021 à 22,4% du PIB cette année.

L'inflation s'est accentuée à +3,6% contre +2,5% en 2021 en raison de la forte hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires.

En 2022, les Finances publiques ont enregistré une hausse de 1,9% des recettes totales et dons à 123 342 millions FDJ par rapport à 2021. Les dépenses totales ont baissé de 4,8% en 2022 à 132 736 millions FDJ en raison de la baisse 25% des dépenses d'investissements. Le déficit budgétaire s'est résorbé à 3 081 millions FDJ et est passé ainsi à 0,5% du PIB contre 3,3% en 2021.

A fin décembre 2022, la masse de la monnaie en circulation a baissée de 2% par rapport à 2022. Les crédits intérieurs ont pour leur part augmenté de 14% à 205 767 millions FDJ en décembre 2022 contre 180 884 millions FDJ à la même période de 2021.

Les crédits accordés au gouvernement ont diminué de 14,2% tandis que ceux accordés à l'économie ont augmenté de 17%.

Le compte courant dégage un solde excédentaire de 119 489 millions FDJ, soit 18,3% du PIB comparé au 25% en 2021.

## CHAPITRE I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL EN 2022

En 2022, l'économie mondiale a été ébranlée par une succession de chocs qui se sont renforcés mutuellement : la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et les crises alimentaire et énergétique qui en ont résulté, l'inflation galopante, le durcissement monétaire et l'aggravation de la dette.

Ce marasme a ralenti la reprise économique après la crise de la COVID-19, faisant planer sur plusieurs pays (développés et en développement) un risque de récession. La dynamique de croissance s'est ainsi considérablement affaiblie aux États-Unis d'Amérique, dans l'Union européenne et dans d'autres économies développées, ce qui a eu des répercussions négatives sur le reste de l'économie mondiale.

**Aux Etats unis**, la croissance pour 2022 a reculé à 2,1% après le rebond à 5,9% en 2021. La croissance a certes perdu de la vitesse, mais elle reste tout de même à son niveau de la période pré-pandémique. L'économie a été portée par la consommation dans les services. Le contexte de forte inflation et de taux d'intérêt élevés pourrait causer toutefois un fort ralentissement ou même une récession.

L'économie de la zone **EURO** n'a pas été complètement affectée par les effets de la guerre en Ukraine et la croissance de la zone a atteint 3,5% en 2022 grâce à la reprise partielle des chaînes d'approvisionnement et à la réouverture du marché de la Chine au second trimestre.

**En Chine**, la croissance du PIB a reculé à 3% en 2022 après le rebond à 8% l'année dernière, et il s'agit de la plus faible croissance depuis le milieu des années 70 excepté l'année 2020 lors de la crise sanitaire. L'économie de l'empire du milieu a souffert des politiques zéro covid et de la crise immobilière qui ont ralenti l'activité. La consommation et l'investissement ont nettement reculé, tandis que les exportations du pays ont connu leur plus grande chute en fin d'année et cela malgré la levée des mesures restrictives.

La croissance économique de **l'Inde** devrait s'afficher à 7% pour l'exercice 2022-2023 contre 8,7% durant l'exercice précédent. Ce recul s'explique par le resserrement du système financier, par l'inflation, mais aussi par le ralentissement de l'activité économique mondiale.

### 1.1. PERFORMANCES ECONOMIQUES EN AFRIQUE

En 2022, l'économie en Afrique a été affectée comme le reste du monde par la guerre en Ukraine et la forte inflation qui se sont ajoutées à d'autres facteurs inhérents comme la sécheresse et la persistance des impacts socio-économiques du covid-19.

Toutefois, l'économie du continent s'est montrée plutôt résiliente et sa croissance estimée à 3,8% contre 4,8% en 2021 enregistrée lors du rebond qui avait suivi la crise sanitaire du covid-19.

**En Ethiopie**, la croissance du PIB en 2022 est quasiment ressortie identique qu'en 2021 et est estimée à 6,4% par le FMI après 6,1% pour l'année précédente, malgré que cette économie ait été confrontée un double choc, une inflation galopante (+34%) mais aussi un e dévaluation de leur monnaie nationale.

## 1.2. PERFORMANCES ECONOMIQUES DANS LES ETATS DU GOLFE

Selon la banque mondiale, la croissance devrait atteindre 6,9% en 2022 dans les pays du conseil de coopération du golfe. Les pays de la région ont connu cette année un dynamisme qui a fait exception au ralentissement mondial, principalement grâce à la montée du prix du pétrole.

**En Arabie Saoudite**, la croissance du PIB a atteint 8,7% en 2022 après le 3,2% en 2021 essentiellement liée à l'augmentation de la production de pétrole accompagnée d'une hausse de son prix. Le pays a connu ainsi cette année sa croissance la plus élevée depuis 2010 et la croissance la plus élevée des pays du G20 en 2022.

**Aux Emirats Arabe Unis**, l'économie a également profité de la montée des cours du pétrole, ce qui a permis à sa croissance d'avoisiner les 6%. Les activités hors pétrole ont également tiré la croissance avec un retour graduel à leurs niveaux d'avant la crise sanitaire.

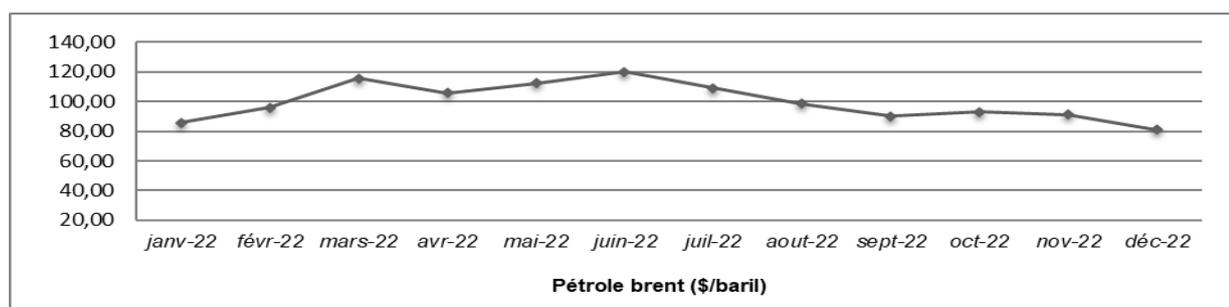
### 1.2.1. Evolution des cours des matières premières

L'indice FAO des prix des céréales a atteint son niveau le plus élevé sur les dix dernières années, soit 131,2 en progression de 27,2% comparé à l'année dernière.

#### 1.2.1.1. Le cours du pétrole

En 2022, le prix du pétrole Brent a augmenté durant la première moitié de l'année pour atteindre un pic d'environ 120 dollars le baril en juin, alors qu'il était à 85,5 dollars le baril en janvier. Cela s'explique essentiellement par le fait que la guerre en Ukraine est survenue à un moment où les stocks mondiaux de pétrole étaient bas. Dans la seconde moitié de l'année, le prix a baissé progressivement grâce à la stabilité de la production russe et a ainsi fini l'année 2022 à 80,90 dollars le baril soit un niveau proche de celui du début de l'année.

**Graphique 1:** Evolution du Cours du Pétrole en 2022 (\$/Baril)

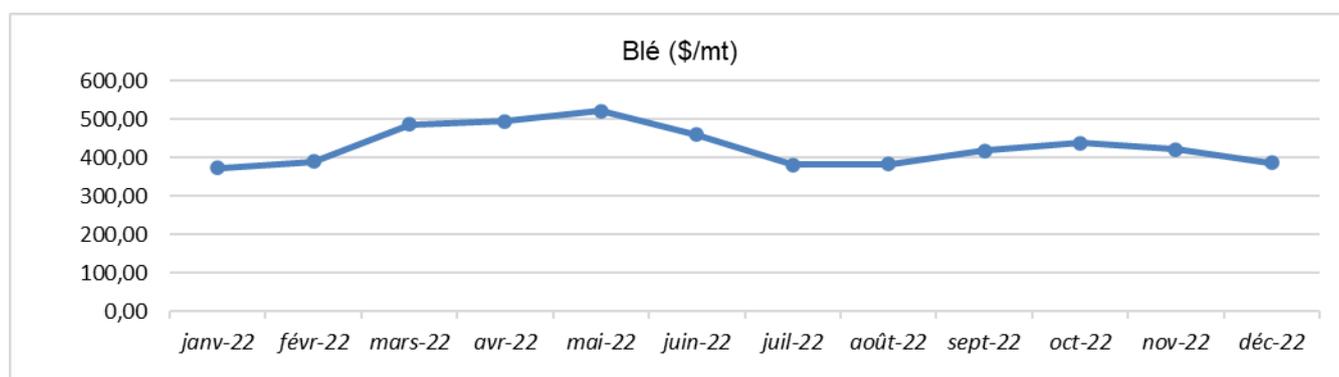


Source: Banque mondiale

### 1.2.1.2. Le cours du blé

Le prix du blé s'est renchéri davantage en 2022, notamment à cause de la perturbation de la production ukrainienne avec la guerre, la forte augmentation du prix des engrais et aussi des restrictions du commerce du blé dans certains pays exportateurs. Le prix du blé a atteint un record de 522,29 dollars la tonne en mai et a fluctué durant les mois suivants pour augmenter en moyenne de 3,2% sur l'ensemble de l'année.

**Graphique 2** : Evolution du cours du blé en 2022



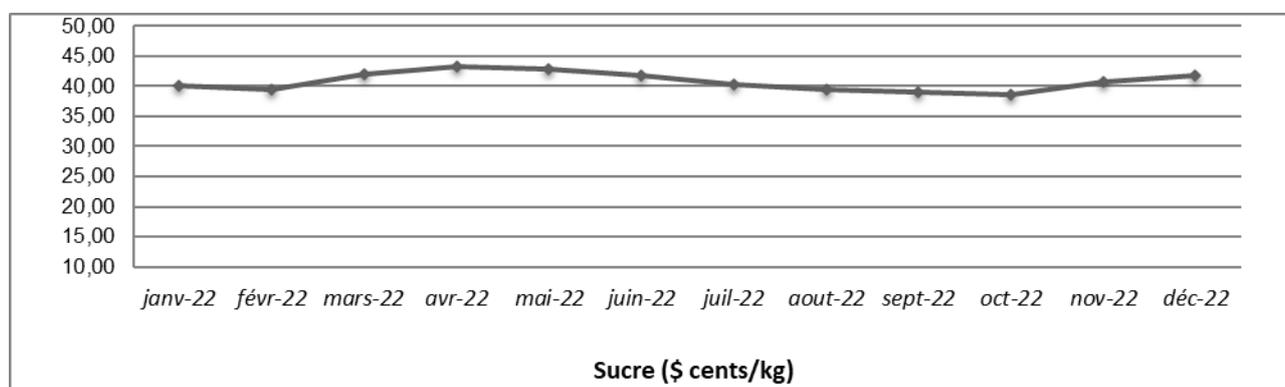
Source: Banque mondiale

### 1.2.1.3. Le cours du sucre

En 2022, le prix du sucre a augmenté pour atteindre 40 \$ cents/kg en janvier et a fini à près de 42 \$ cents/kg en décembre.

Cette hausse s'explique principalement par les baisses des productions des deux plus grands producteurs mondiaux que sont l'Inde et le Brésil. Au Brésil, la production a été affectée par des inondations mais aussi par le remplacement d'une partie des cultures de cannes à sucre par l'éthanol pour la fabrication de biocarburant. Pour l'Inde, en plus des intempéries qui ont eu lieu, la production de sucre a diminué avec la réduction des quotas d'exportations. La hausse du coût de l'énergie a également eu un impact sur le prix du sucre.

**Graphique 3**: Evolution du Cours du Sucre en 2022



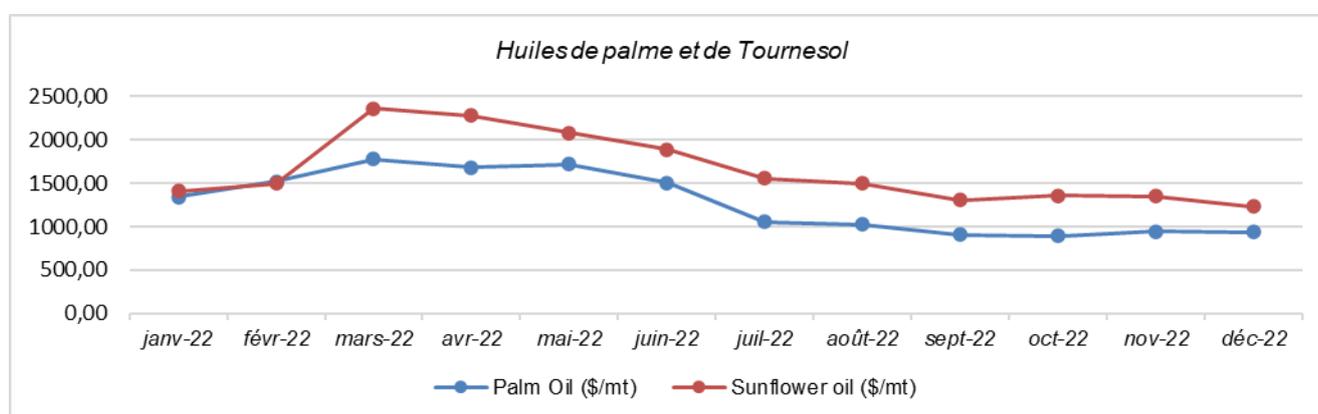
Source: Banque mondiale

#### 1.2.1.4. Le cours de l'huile

Au premier trimestre de l'année 2022, le cours des huiles a suivi la même tendance haussière que les cours des autres produits alimentaires impactés par l'inflation. Toutefois, à partir du second trimestre le cours des huiles végétales a commencé à baisser et a gardé cette tendance le reste de l'année, grâce à l'abondance de stocks d'huile de palme et grâce à une hausse de la production en Asie du Sud-est.

Ainsi après avoir atteint 1776,96 dollars/mt en mars, le prix de l'huile de palme a fini à 940,39 dollars/mt en décembre. Le prix de l'huile de tournesol a connu des variations similaires et a fini à 1233,80 dollars/mt en fin d'année, après avoir monté à 2361,13 dollars/mt en mars.

**Graphique 4** : Evolution du cours de l'huile en 2022

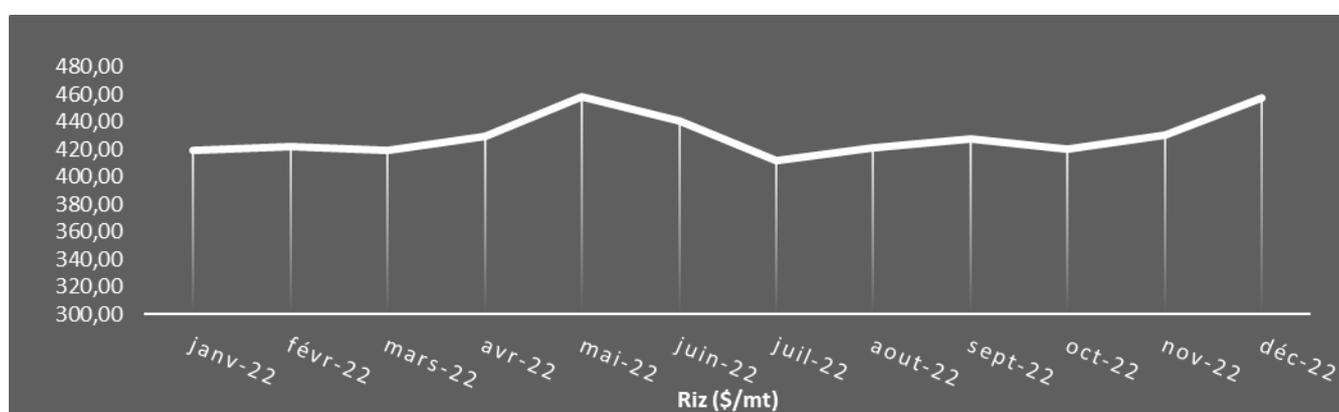


Source: Banque mondiale

#### 1.2.1.5. Le cours du riz

En 2022, les stocks mondiaux de riz ont diminué en raison de la baisse des récoltes. Le prix du riz (Thaïlande 25%) a donc augmenté pour atteindre les 458 \$/mt en mai, et suite à une baisse du cours à 412 \$/mt en juillet, le prix est remonté avec le contexte de diminution des stocks et a fini à 457 \$/mt en décembre.

**Graphique 5** : Evolution du cours du riz en 2022



Source: Banque mondiale

### 1.2.2. Evolution du marché des changes

En 2022, l'euro a chuté face au dollar, et cela en partie en raison de la crise ukrainienne qui a très légèrement affecté l'économie européenne. Avec le contexte d'inquiétudes économiques au niveau mondial et surtout sur le plan européen, le dollar en tant que valeur refuge a vu sa demande augmentée, ce qui lui a permis de s'apprécier face à l'euro et aussi face aux autres monnaies.

Le billet vert n'a ainsi pas souffert comme l'euro de la forte inflation de cette année grâce au renforcement de sa position sur le plan international. Il faut dire également que la hausse des taux directeurs par la FED aux Etats unis a favorisé aussi l'appréciation du dollar face à la monnaie européenne puisque cet acte de la politique monétaire américaine a augmenté le transfert de capitaux vers les Etats unis avec des ventes d'euro et des achats de dollar.

Ainsi, à 1,13 dollar en janvier, l'euro qui avait déjà commencé à se déprécier face au dollar l'année dernière a poursuivi cette tendance durant une bonne partie de cette année 2022, et a même chuté à moins d'un dollar pendant l'automne après être passé par une situation de parité en juillet. Toutefois, la monnaie unique européenne a commencé à regagner un peu de sa valeur face à la monnaie américaine en fin d'année, et est remontée à 1,06 dollar en décembre.

**Graphique 6** : Evolution du marché des changes en 2022 (Euro/Dollar)



Source : Banque mondiale

## CHAPITRE II. ETAT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE EN 2022

En 2022, l'économie nationale a subi les effets de la flambée des cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques liés au conflit en Ukraine et les tensions des chaînes d'approvisionnement. L'activité portuaire qui est le principal moteur de l'économie, a par ailleurs pâti du conflit en Ethiopie et de la baisse de la demande éthiopienne.

### 2.1. LE SECTEUR REEL

La croissance du PIB en 2022 est ressortie à 3,7% en raison du ralentissement de certains secteurs qui tirent la progression du PIB. Toutefois, la bonne tenue d'autres secteurs tels que la zone franche et l'administration publique ont pu atténuer cette tendance.

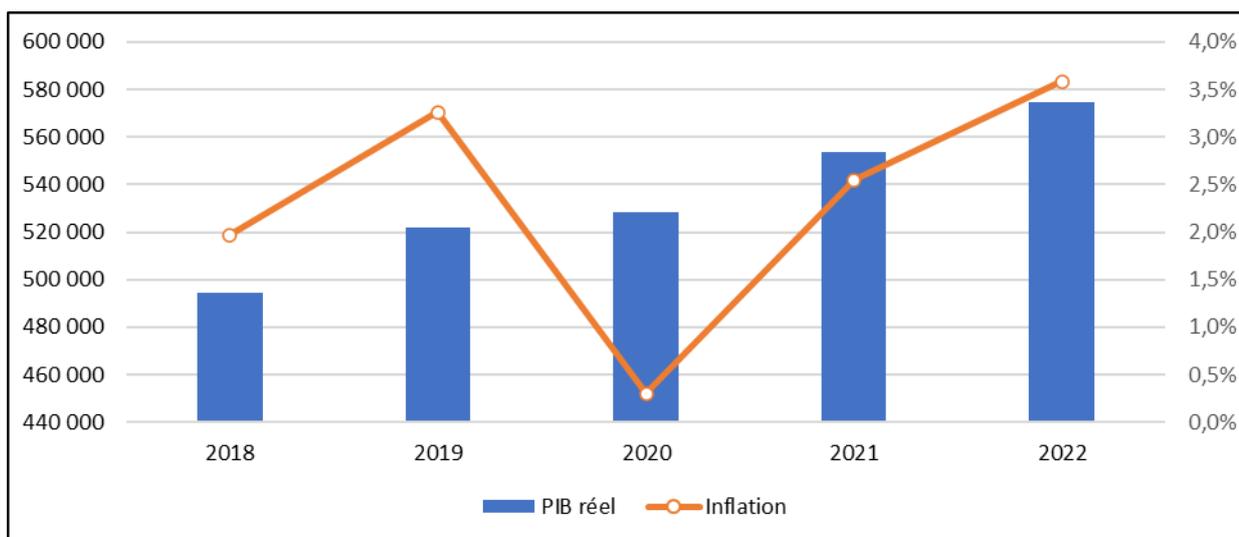
**Le secteur primaire** en 2022 a connu une baisse de 0,4% de sa valeur ajoutée par rapport à 2021 en raison de la forte baisse des exportations animalières.

**Le secteur secondaire** a ralenti légèrement mais est resté sur sa tendance haussière et affiche une croissance de 7,1% en 2022. Ce léger recul est dû au ralentissement des activités du BTP qui représente près de la moitié des activités du secteur à +2%, contre +10% en 2021 ; les autres composantes du secteur ont globalement progressé.

**Le secteur tertiaire** a crû de 3,4% en 2022 après le 3,7% en 2021, porté par les activités du secteur de commerce (+6,4%). Par contre, pour le secteur du transport, les activités du transport maritime et routier ont reculé de 8% et 5% respectivement. Alors que les activités des transports ferroviaire et aérien ont augmenté de 9% et 24% respectivement.

**L'inflation** s'est affichée à la hausse à 3,6% en 2022 contre 2,5% en 2021. Elle est induite principalement par les prix des produits alimentaires qui ont augmenté de 8,5%.

**Graphique 7** : Evolution du PIB réel et de l'inflation (2018-2022)



En ce qui concerne **les investissements**, le taux global (privé+ public) est quasi stable à 22,4% du PIB en 2022 contre 22,7% en 2021.

## 2.1.1. Le secteur primaire

Le secteur primaire est ressorti quasiment stable (-0,4%) en 2022 par rapport à 2021 et sa contribution à l'économie demeure faible à 1,6% du PIB dont 1% pour le secteur de l'élevage, 0,3% pour l'agriculture, 0,2% pour la pêche et 0,1% pour la sylviculture.

### 2.1.1.1. Elevage

En 2022, la consommation de viande à Djibouti a augmenté de 22% par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'explique par la consommation de viande des ovins, des bovins et des camelins qui ont connu des hausses respectives de 26,3% ,13,4% et 8,7%.

**Tableau 1:** Evolution des produits d'origine animale destinés à la consommation (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 22/21
<b>Ovin</b>	140 336	133 474	114 119	103 094	130 191	26,3%
<b>Bovin</b>	54 804	46 321	40 064	38 502	43 653	13,4%
<b>Camelin</b>	3 177	3 898	6 653	7 877	8 563	8,7%
<b>Total</b>	<b>198 317</b>	<b>183 693</b>	<b>160 836</b>	<b>149 473</b>	<b>182 407</b>	<b>22,0%</b>

Source : Direction de l'Elevage, unité : nombre

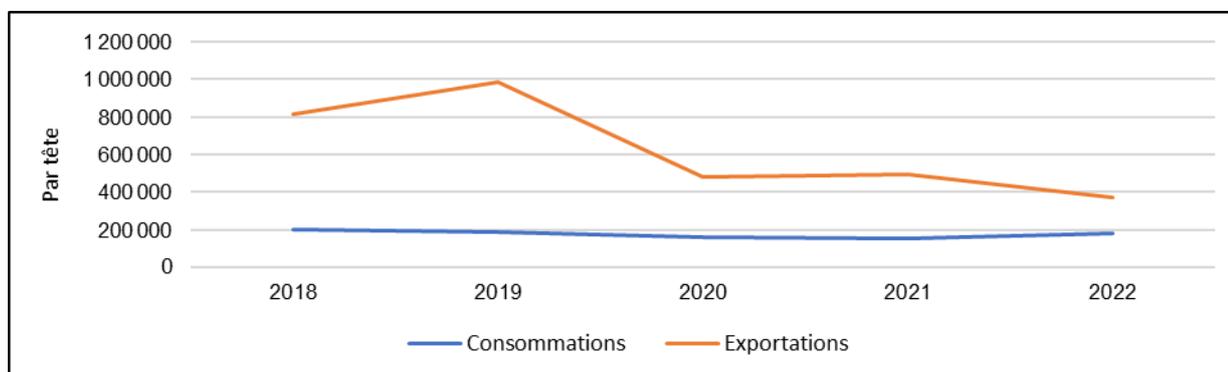
Les exportations d'animaux qui ont atteint 185 306 têtes en 2022 ont diminué de 45,9% comparées aux 342 446 de 2021. Ceci s'explique toujours par les restrictions liées à la pandémie de covid19, qui a réduit le nombre de pèlerins et la sécheresse qui touche la région. Les nombres de camelins et de bovins ont augmenté respectivement de 23,5% et de 45,5% en variation annuelle. En revanche, le nombre des ovins qui représente l'essentiel des exportations animalières a fortement baissé de 53,8%.

**Tableau 2:** Evolution des exportations par espèces (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 22/21
<b>Ovins</b>	554 720	696 401	275938	310 324	143 308	-53,82%
<b>Camelins</b>	54 053	98 996	32 178	21 644	26 750	23,59%
<b>Bovins</b>	4 979	6 348	13 723	10 478	15 248	45,52%
<b>Total</b>	<b>613 752</b>	<b>801 745</b>	<b>321 839</b>	<b>342 446</b>	<b>185 306</b>	<b>-45,89%</b>

Source : PDSA

**Graphique 8 :** Evolution des exportations et des consommations locales de bétail



### 2.1.1.2. La production agricole

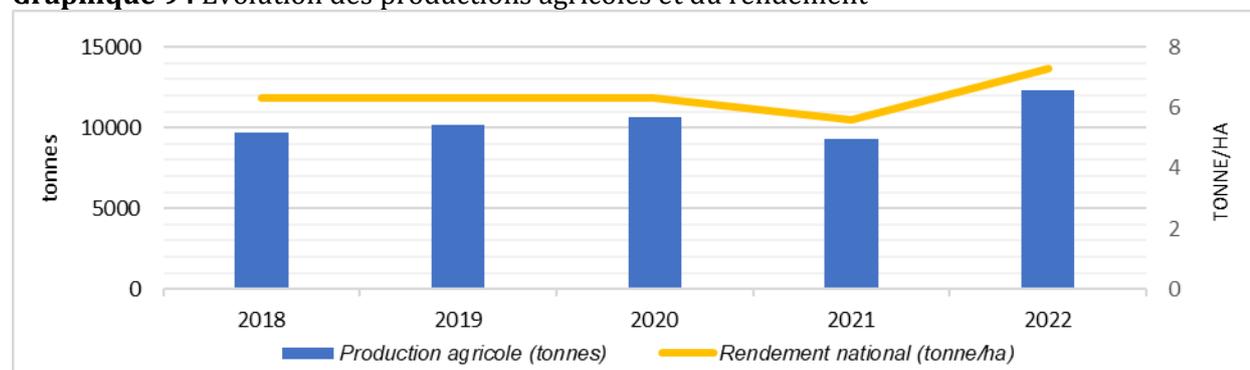
La production agricole augmente de 32,6% entre 2021 et 2022, passant de 9317 tonnes à 12350 tonnes. Cette hausse de la production agricole s'explique notamment par l'investissement public qui vise à atteindre des objectifs de sécurité et d'autosuffisance alimentaires. La superficie cultivée et le nombre d'exploitations agricoles se sont respectivement accrus de 2,7% et de 4.2% entre 2021 et 2022, la superficie cultivée est passée de 1650 à 1695 ha et les exploitations agricoles ont atteint 2100 contre 2015 exploitations en 2021.

**Tableau 3** : Evolution de la production agricole (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021
<b>Production agricole (tonnes)</b>	9 694	10 179	10 688	9 317	12 350	<b>32,60%</b>
<b>Superficie nationale Cultivée (ha)</b>	1 548	1 625	1 707	1 650	1 695	<b>2,70%</b>
<b>Nombres exploitations</b>	1 992	2 092	2 196	2 015	2 100	<b>4,20%</b>
Rendement national (tonne/ha)	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>5,6</b>	<b>7,3</b>	<b>29,00%</b>

Source : Ministère de l'Agriculture

**Graphique 9** : Evolution des productions agricoles et du rendement



### 2.1.1.3. La Pêche

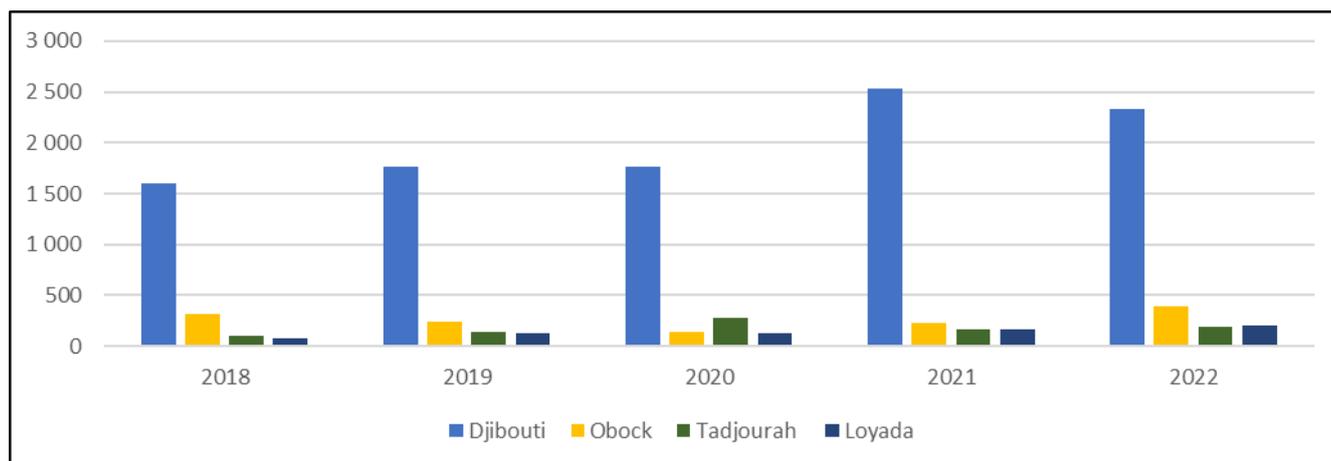
En 2022, le volume total des captures a enregistré 3 120 tonnes en légère hausse de 1,02% par rapport à l'année précédente. La baisse de 8% enregistrée par le site principal de Djibouti a été atténuée par les hausses des quantités capturées sur les sites de Tadjourah, d'Obock et Loyada qui ont augmenté de 18,4%, 67,4% et de 27,1% respectivement.

**Tableau 4** : Evolution de la production de la Pêche (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022	variation 2022/2021
Djibouti	1 596	1 760	1 769	2 529	2 329	<b>-7,90%</b>
Obock	315	245	141	233	390	<b>67,38%</b>
Tadjourah	105	144	283	164	194	<b>18,35%</b>
Loyada	84	123	133	163	207	<b>27,06%</b>
<b>Total</b>	<b>2 100</b>	<b>2 272</b>	<b>2 326</b>	<b>3 089</b>	<b>3 120</b>	<b>1,02%</b>

Source : Direction de la Pêche, unité : tonnes

## Graphique 10: Evolution de la production de la Pêche



### 2.1.2. Le secteur secondaire

#### 2.1.2.1. Production de l'énergie

En 2022, la production de l'énergie est restée sur sa tendance haussière et a atteint 690 211 Mwh en augmentation (+5,5%) de 36 149 Mwh de plus que l'année dernière. Durant cette année, plus de 90% de cette énergie produite est de source propre.

La consommation annuelle a augmenté de 8,2% à 584 847 Mwh par rapport au 540 675 Mwh de 2021. Le nombre d'abonnés a enregistré une hausse de 4.41% soit 3 229 abonnés de plus.

La tendance haussière du secteur de l'énergie pourrait s'expliquer par l'expansion du secteur du logement à Djibouti et la demande énergétique d'un tissu industriel composé de petites et moyennes industries de transformation qui ont émergé.

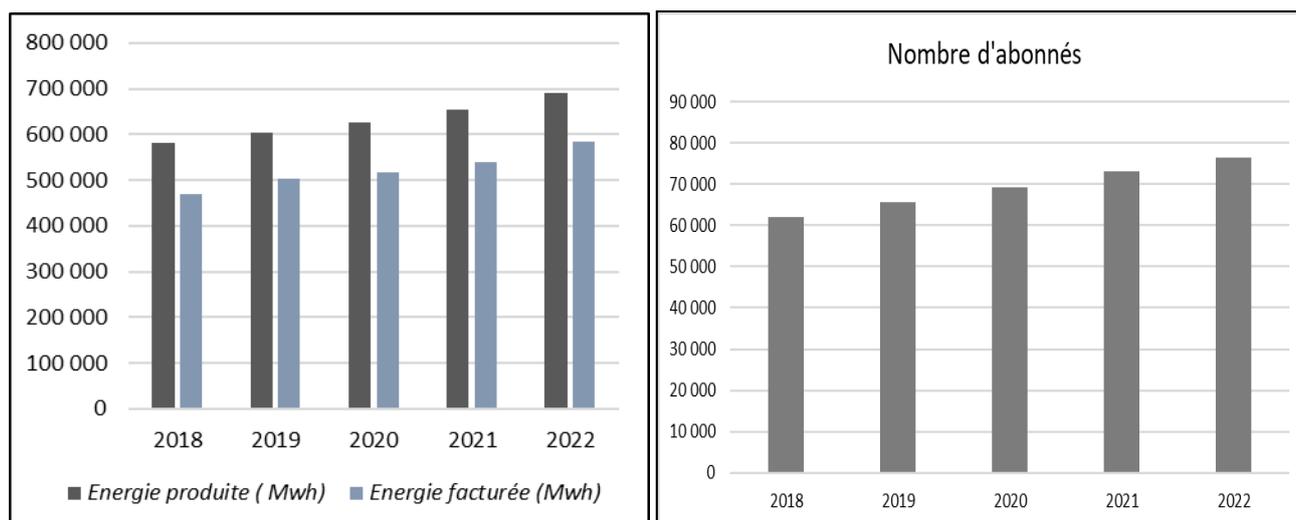
Pour sa part, le gouvernement a lancé, en anticipant cette tendance, des nombreux programmes visant un accroissement de l'accès à une électrification durable. C'est le cas du projet d'électrification durable (PED) pour assurer à chaque citoyen djiboutien l'accès à l'électricité et pour atteindre un taux d'électrification proche de 100% à l'horizon 2035.

**Tableau 5:** Evolution du secteur de l'Energie (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021
<b>Energie produite (Mwh)</b>	580 856	605 150	627 111	654 062	690 211	<b>5,5%</b>
<b>Energie facturée (Mwh)</b>	469 358	502 244	517 035	540 675	584 847	<b>8,2%</b>
<b>Taux de rendement commercial (%)</b>	80,8%	83,0%	82,4%	82,7%	84,7%	<b>2 points</b>
<b>Prix moyen du KWh (en FDJ)</b>	41	39	37	39	39	-

Source : EDD

**Graphique 11** : Evolution des indicateurs de l'électricité et des abonnés



### 2.1.2.2. Production d'eau

Pour assurer d'ici 2035, un accès équitable à l'eau potable à toute la population avec un coût abordable, le gouvernement a approuvé une série de projets dont un projet de gestion intégrée des ressources en eau dont l'échéance est pour 2030. Et également pour équilibrer et soutenir les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable.

La production d'eau s'est établie à 25,958 millions de m<sup>3</sup> en 2022 en hausse de 2% par rapport à l'année 2021. Cette hausse est liée principalement à l'accroissement de la production dans les Districts de l'intérieur (+10%).

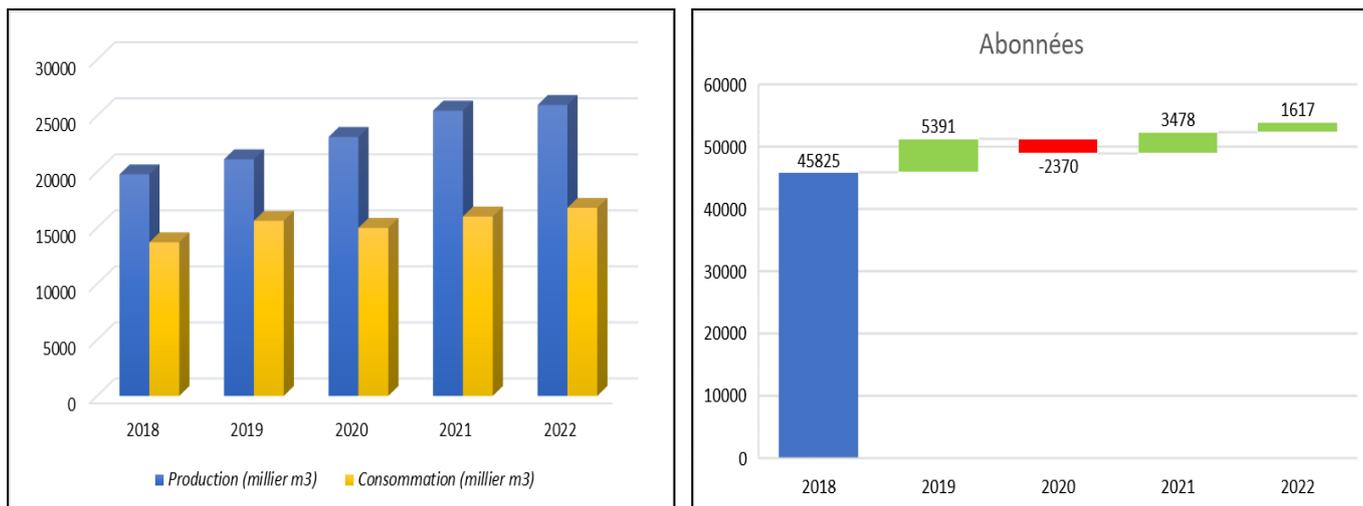
La consommation d'eau a augmenté de 5% à 16,783 millions de m<sup>3</sup>. Elle est tirée aussi bien par les consommations de Djibouti ville qui ont cru de 4,7% que les consommations de districts de la Région (+5%). Le nombre d'abonnés s'est accru de 3% en 2022, soit 1617 abonnés supplémentaires par rapport à 2021.

**Tableau 6** : Evolution du secteur de l'Eau (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021
<b>Production (en millier m<sup>3</sup>)</b>	<b>19 770</b>	<b>21 114</b>	<b>23 104</b>	<b>25 454</b>	<b>25 958</b>	<b>2%</b>
Djibouti-ville	16 722	17 462	19 452	21 555	21 679	1%
Districts	3 048	3 652	3 652	3 894	4 279	10%
<b>Consommation (en millier m<sup>3</sup>)</b>	<b>13 703</b>	<b>15 624</b>	<b>14 995</b>	<b>16 012</b>	<b>16 783</b>	<b>4,8%</b>
Djibouti-ville	12 181	13 567	12 864	13 648	14 294	+4,7%
Districts	1 522	2 057	2 131	2 364	2 489	5%
<b>Nombre d'abonnés</b>	<b>45 825</b>	<b>51 216</b>	<b>48 846</b>	<b>52 324</b>	<b>53 941</b>	<b>3%</b>

Source : ONEAD

**Graphique 12:** Evolution de la production, de la consommation d'eau et des Abonnés



### 2.1.2.3. Secteur du BTP

Le Bâtiment de travaux public (**BTP**) et l'immobilier sont des secteurs clés de l'économie nationale en raison du volume d'investissement déployé, des emplois et de la valeur ajoutée créés.

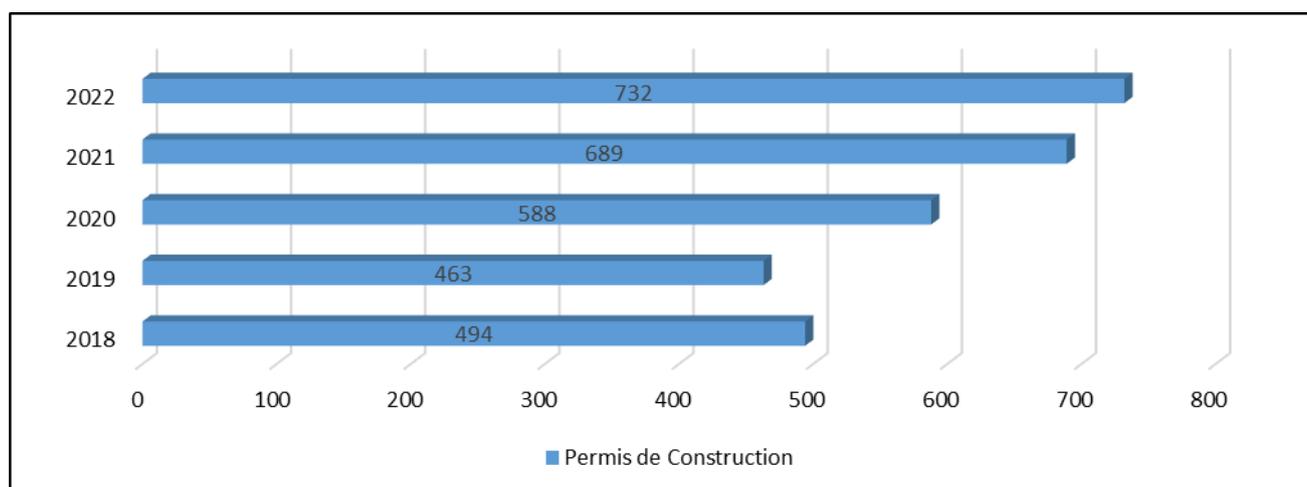
En 2022, l'activité du secteur de la construction a enregistré une augmentation de 6.2% de permis de construire délivrés à 732 contre 689 en 2021.

**Tableau 7 :** Evolution du secteur de Construction BTP (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 22/21
<b>Permis de Construction</b>	494	463	588	689	732	<b>6,24%</b>

Source : Datuh

**Graphique 13 :** Evolution du secteur de Construction BTP



## 2.1.3. Le secteur tertiaire

### 2.1.3.1. Les télécommunications

Les télécommunications jouent un rôle important dans le développement socio-économique de Djibouti où la croissance est basée sur l'économie des services.

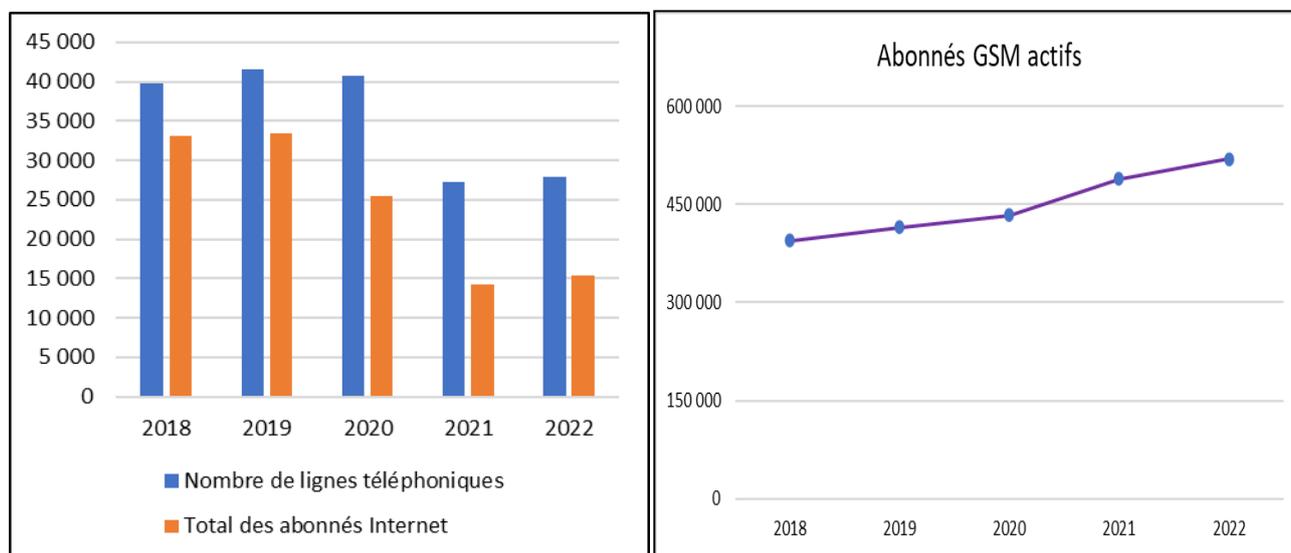
Ce secteur est soutenu par la dynamique de la téléphonie mobile (abonnés GSM) et les abonnés de l'internet haut débit. Ainsi en 2022, le nombre des abonnés GSM actifs et le nombre total d'abonnés internet ont progressé de 6,11% et 7,32% respectivement. Le nombre de lignes téléphoniques a enregistré une légère hausse de 2,21% par rapport à 2021. Cette augmentation est due à la hausse du nombre des lignes téléphoniques fixes (3,83%) qui représentent l'essentiel des lignes.

**Tableau 8 :** Evolution des principaux indicateurs du secteur des télécommunications

	2018	2019	2020	2021	2022	variation 22/21
<b>Nombre de lignes téléphoniques</b>	<b>39 834</b>	<b>41 508</b>	<b>40 763</b>	<b>27 326</b>	<b>27 931</b>	<b>2,21%</b>
<i>Lignes téléphoniques fixes</i>	<i>25 508</i>	<i>26 908</i>	<i>27 341</i>	<i>25 226</i>	<i>26 193</i>	<i>3,83%</i>
<i>Téléphonie rurale (GSM fixe)</i>	<i>11 347</i>	<i>11 500</i>	<i>11 347</i>	<i>308</i>	<i>289</i>	<i>-6,17%</i>
<i>Cabine téléphonique privée</i>	<i>2 979</i>	<i>3 100</i>	<i>2 075</i>	<i>1 792</i>	<i>1 449</i>	<i>-19,14%</i>
<b>Abonnés GSM actifs</b>	<b>395 037</b>	<b>414 809</b>	<b>434 035</b>	<b>489 339</b>	<b>519 258</b>	<b>6,11%</b>
<b>Total d'abonnés Internet</b>	<b>33 140</b>	<b>33 488</b>	<b>25 402</b>	<b>14 261</b>	<b>15 305</b>	<b>7,32%</b>
<i>Internet haut débit</i>	<i>33 140</i>	<i>33 488</i>	<i>25 402</i>	<i>14 261</i>	<i>15 305</i>	<i>7,32%</i>

Source : Djibouti télécom

**Graphique 14:** Evolution des services de télécommunications



### 2.1.3.2. Les transports

Le secteur tertiaire poursuit sa dynamique de croissance portée par la bonne tenue de l'activité des conteneurs qui se redresse en passant d'une baisse de 20% en 2021 à une baisse de 8% en 2022.

#### 2.1.3.2.1. Transport Maritime

Les échanges internationaux s'effectuent principalement par voie maritime soit plus de 80% du commerce mondial.

##### Le trafic de conteneurs

En 2022, le nombre de conteneurs traités était de 634 616 conteneurs soit 56 675 conteneurs de moins par rapport à 2021, en baisse de 8,2%.

**Tableau 9 :** Evolution de conteneurs traités (en Teu)

	2018	2019	2020	2021	2022	VAR 22/21
Importations	339 578	361 687	332 637	317 447	311 133	-2,0%
Exportations	330 330	363 012	341 154	316 052	307 272	-2,8%
Transbordements	185 640	185 219	180 180	51 854	8 376	-83,8%
Restow	8 577	9 373	5 077	5 938	7 835	31,9%
<b>Total du nombre des conteneurs traités</b>	<b>864 125</b>	<b>919 291</b>	<b>859 048</b>	<b>691 291</b>	<b>634 616</b>	<b>-8,2%</b>

Source : DMP/SGTD

##### Le trafic des marchandises en vrac

Le volume des marchandises en vrac recule de 7% par rapport à 2021 en raison de la baisse de 9% des importations qui concentrent cette activité.

**Tableau 10:** Volume des marchandises en vrac traitées par les ports (tonnes métriques)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 22/21
Import	4 900 989	5 683 032	4 884 871	5 069 607	4 599 159	-9%
Export	172 046	247 803	94 568	91 437	178 694	95%
Transbordement	35 098	58 771	134 783	2 971	1 119	-62%
<b>TOTAL</b>	<b>5 108 133</b>	<b>5 989 606</b>	<b>5 114 222</b>	<b>5 164 015</b>	<b>4 778 972</b>	<b>-7%</b>

Source : Département statistique du DMP.

**Graphique 15:** Evolution du volume de marchandises en vrac traitées (Tonnes) entre 2018-2022



### Les hydrocarbures

Les importations des hydrocarbures ont baissé de 1,4% en 2022 sur un an en raison de la baisse des demandes aussi bien éthiopienne (1,3%) que djiboutienne (2,4%).

**Tableau 11 :** Evolution d'hydrocarbures en (M. tonnes)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var 22/21
<b>Hydrocarbures (T. Horizon)</b>	<b>4 085 020</b>	<b>4 314 907</b>	<b>4 987 277</b>	<b>4 275 728</b>	<b>4 214 872</b>	<b>-1.4%</b>
Djibouti	370 693	401 499	495 474	384 301	375 231	-2.4%
Ethiopie	3 714 327	3 913 408	4 491 803	3 891 427	3 839 641	-1.3%

Source : Département statistique du DMP

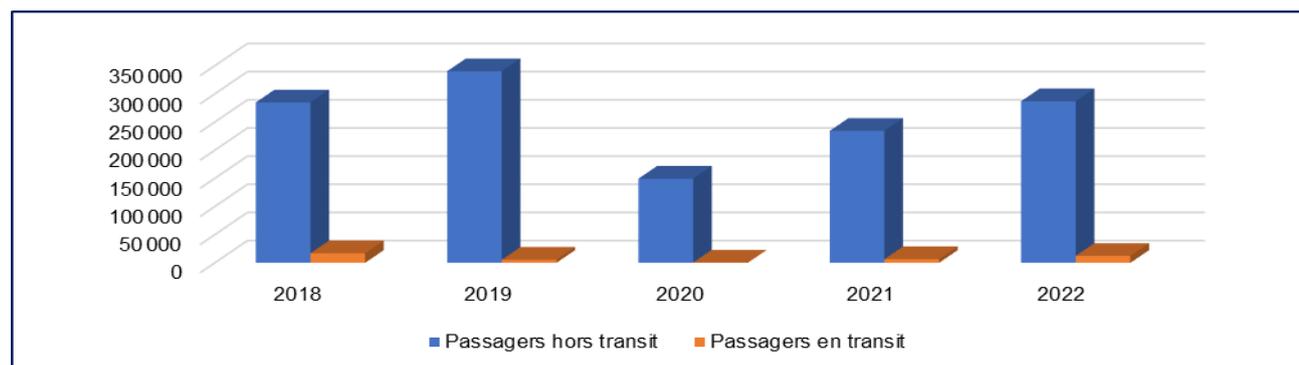
#### 2.1.3.2.2. Transport Aérien

En 2022, les activités du transport aérien ont augmenté de 24,3% en raison de la forte hausse des passagers hors transit soit plus de 52 584 passagers par rapport à l'année précédente. Les passagers en transit de moindre importance doublent quasiment passant de 6 494 passagers à 12 330 passagers entre 2021 et 2022. Les vols commerciaux reculent de 11% en glissement annuel.

**Tableau 12:** Evolution des Indicateurs de l'activité aéroportuaire (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 22/21
Vols commerciaux	8 788	8 332	5 844	8 038	7 142	-11,10%
<b>Total passagers</b>	<b>301 836</b>	<b>345 674</b>	<b>149 931</b>	<b>240 869</b>	<b>299 289</b>	<b>24,30%</b>
Passagers hors transit	284 819	340 193	149 438	234 375	286 959	22,40%
Passagers en transit	17 017	5 481	493	6 494	12 330	89,90%

Source : Aéroport International de Djibouti (AID)



### 2.1.3.2.3. Transport Routier

Le trafic routier a diminué de 5,1% en 2022 avec des mouvements de camions qui passent de 399 873 à 379 460 soit 20 413 de moins. Cette baisse est essentiellement due à la hausse du trafic ferroviaire qui a récupéré une partie des activités traditionnellement acheminées par la route.

**Tableau 13:** Evolution des Mouvements des Camions

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021
<b>Mouvement des camions</b>	387 198	397 442	387 588	399 873	379 460	-5,1%

Source : DPCR, unité en mouvements des camions

### 2.1.3.2.4. Transport ferroviaire

La ligne ferroviaire contribue à la facilitation des échanges commerciaux et à la mobilité des personnes.

En 2022, les services de fret ont crû de 26% sur un an alors que le transport des personnes reculait de 21,1% soit 29 366 passagers de moins par rapport à 2021.

**Tableau 14 :** Evolution du trafic ferroviaire (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022	variation 22/21
<b>Nombre de passagers</b>	128 546	71 330	21 357	139 067	109 701	-21,1%
<b>Fret (tonnes)</b>	43 440	64 734	98 375	86 712	109 015	25,7%

Source : Société de chemin de fer

### 2.1.3.3. Commerce extérieur

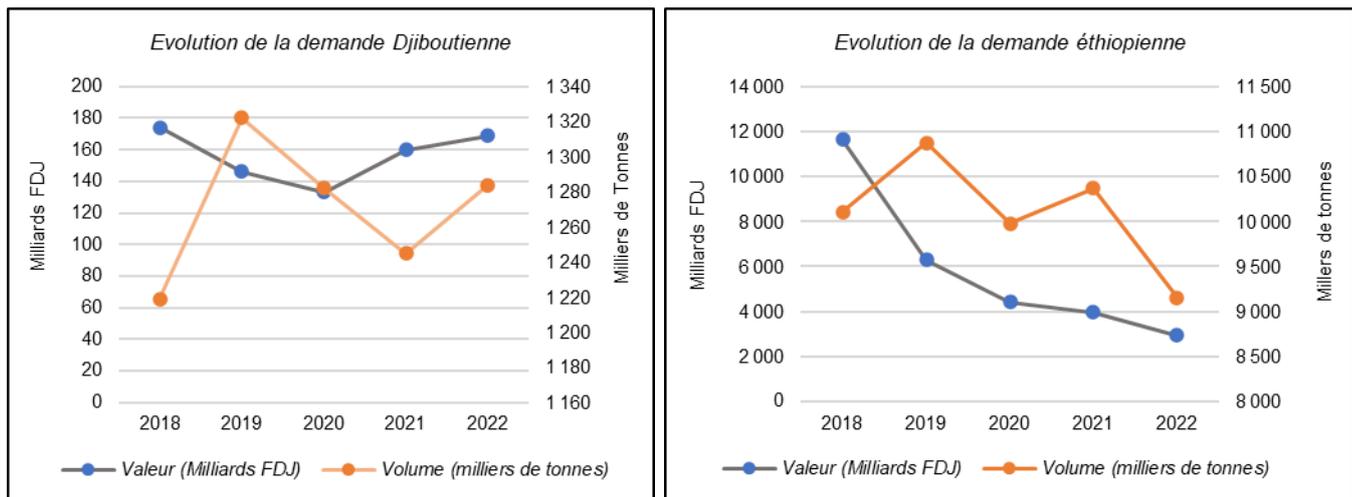
En 2022, les importations des marchandises destinées au marché local sont en hausse aussi bien en valeur qu'en volume soit respectivement de 6% (+9 milliards FD) et de 3% en variation annuelle.

Concernant la demande Ethiopienne, en 2022, les marchandises à destination de ce pays régressent de 25% en valeur et de 12% en volume par rapport à l'année précédente. Le conflit en Ethiopie et les répercussions de la crise ukrainienne sur la logistique en sont les principales raisons.

**Tableau 15 :** Evolution des demandes djiboutiennes et éthiopiennes

	2018		2019		2020		2021		2022		Variation %	
	Mds FDJ	K. tonnes	Valeur	Volume								
Demande Djiboutienne	174	1 219	146	1 322	133	1 282	160	1 245	170	1 284	+6,3%	+3,1%
Demande Ethiopienne	11 635	10 109	6 308	10 873	4 423	9 979	3 960	10 368	2 952	9 157	-25,5%	-11,7%

Source : INSTAD



### 2.1.3.4. Le secteur du tourisme

En Afrique, le secteur de l'hospitalité renoue difficilement avec la reprise après une période difficile marquée par des mesures de barrières. Ainsi, le nombre de touristes a atteint 56,70 millions en 2022 en baisse d'environ 35% par rapport à 2019. C'est 65% du niveau de son volume touristique d'avant pandémie.

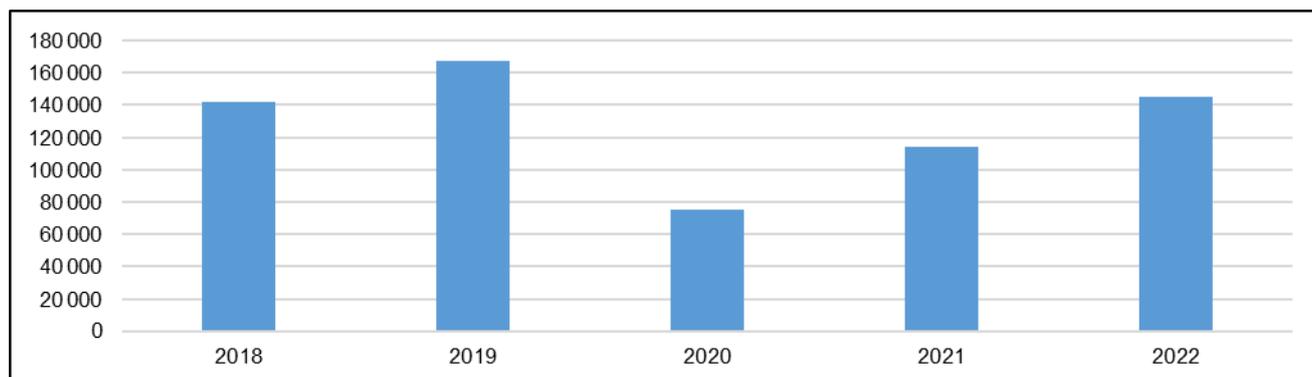
Au niveau national, selon les données compilées par l'Agence nationale du tourisme (ANT), le nombre de nuitées vendues a diminué de 4% à 174 996 par rapport à l'année 2021. En revanche, le nombre de voyageurs débarqués a augmenté de 27% comparé à l'année précédente.

**Tableau 16 :** Evolution des indicateurs du tourisme (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 22/21
Nombre de nuitée vendue	160 152	179 610	153 035	182 273	174 996	-4,0%
Nombre de nuitée disponible	709 195	802 270	489 100	529 980	521 591	-1,6%
<b>Taux occupation global (en %)</b>	<b>22,60%</b>	<b>22,40%</b>	<b>31,30%</b>	<b>34,40%</b>	<b>33,60%</b>	<b>-0,8 pts</b>
<b>Taux d'occupation des hôtels trois étoiles et plus</b>	<b>51,60%</b>	<b>58,50%</b>	<b>44,60%</b>	<b>47,20%</b>	<b>41,20%</b>	<b>-6 pts</b>
Nombre de voyageurs débarqués	141 941	167 474	74 894	114 102	144 949	27,0%

Source : ANT

**Graphique 16 :** Evolution de nombres de voyageurs débarqués sur la période 2018-2022



## 2.2. LA STRUCTURE DU PIB

### 2.2.1. Optique Production

En 2022, le PIB réel a progressé de 3,7% à 574,409 milliards de FDJ contre 553,829 milliards de FDJ en 2021. Les principaux secteurs contributeurs sont le secteur tertiaire (83%), suivi du secteur secondaire (15,4%) et le secteur primaire (1,6%).

**Tableau 17** : Les contributions sectorielles au PIB en % (2018-2022)

	2018	2019	2020	2021	2022
Primaire	1,3%	1,4%	1,5%	1,6%	1,6%
Secondaire	14,1%	15,1%	14,3%	15,0%	15,4%
Tertiaire	77,6%	76,8%	78,3%	77,5%	77,3%
<b>Valeur Ajoutée totale</b>	<b>92,9%</b>	<b>93,3%</b>	<b>94,1%</b>	<b>94,1%</b>	<b>94,3%</b>
Impôts & Taxes Indirects nets de Subvention	7,1%	6,7%	5,9%	5,9%	5,7%
<b>Produit intérieur brut (PIB) au prix du marché</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Direction de l'économie et du Plan (MED)

### 2.2.2. Optique demande

L'emploi du Produit national brut (PIB) de 2022 est consacrée aux dépenses de consommation (86%) qui constituent la principale composante même si sa part diminue de 4 points par rapport à 2021. Les dépenses d'investissements et les exportations nettes représentent 22% et 16% respectivement.

**Tableau 18** : Structure du PIB selon l'optique demande

	2018	2019	2020	2021	2022
Consommation finale	84%	85%	91%	90%	86%
Formation brute de capitale fixe (FBCF)	28%	30%	30%	23%	22%
Variations des stocks	-26%	-28%	-29%	-34%	-24%
Exportations nettes	13%	12%	8%	22%	16%
<b>PIB</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : Direction de l'économie et du Plan (MED)

## 2.3. INFLATION

En décembre 2022, l'indice global des prix à la consommation est ressorti à 3,6% contre 2,5% en 2021. Cette hausse est principalement tirée par les prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisés » (+8,5%), « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » (+3,9%), « Biens et service divers » (+1,9%).

Toutefois, les prix du « produit de santé » et « Articles d'habillement et chaussures » ont connu une baisse de 1,7% et de 0,1% respectivement. Les prix des produits « Logement, eau, électricité, gaz et autres », « Enseignements » et « restaurant et hôtels » sont restés stables sur la période.

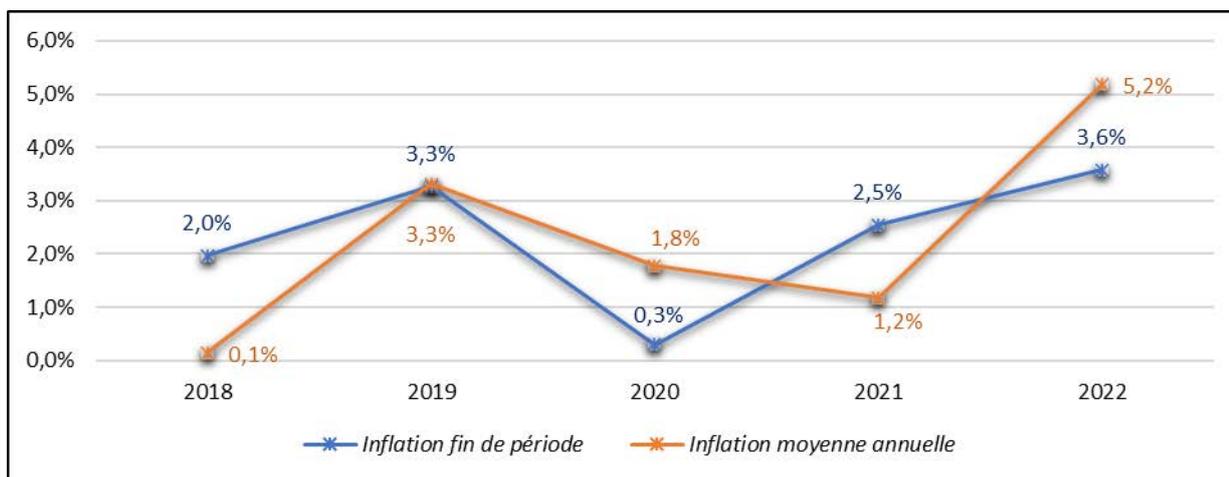
En moyenne annuelle, l'inflation s'est élevée à 5,2%, un niveau largement supérieur au 1,2% de 2021, en raison principalement de la forte hausse des cours mondiaux des denrées alimentaires depuis le conflit en Ukraine.

**Tableau 19 :** L'indice des prix à la consommation sur la période (2018-2022)

<i>Libellé des fonctions</i>	2018	2019	2020	2021	2022	Var 2022/2021
Alimentations et boissons non alcoolisés	116,6	124,5	126,0	130,4	141,4	+8,5%
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	88,2	92,4	93,9	92,2	92,5	+0,4%
Articles d'habillement et chaussures	101,3	104,6	105,2	105,2	105,1	0%
Logement, eau, électricité, gaz, et autre	101,6	101,3	99,6	103,8	103,8	0%
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	97,8	98,1	100,5	101,9	105,9	+3,9%
Santé	100,1	98,3	98,4	99,1	97,4	-2%
Transport	100,8	102,0	102,7	102,8	103,1	+0,3%
Communication	93,5	94,0	94,0	94,0	94,0	0%
Loisirs et cultures	102,6	112,7	112,5	112,5	112,3	0%
Enseignements	97,0	97,0	97,0	97,0	97,0	0%
Restaurant et hôtels	100,6	100,6	100,6	100,6	100,6	0%
Biens et services divers	102,5	104,0	107,7	106,7	108,7	+1,9%
<b>ENSEMBLE INDICE GLOBALE</b>	<b>106,2</b>	<b>109,7</b>	<b>110,0</b>	<b>112,8</b>	<b>116,8</b>	<b>+3,6%</b>

Source: INSTAD

**Graphique 17:** Evolution de l'inflation sur la période 2017-2021



## 2.4. FINANCES PUBLIQUES

A fin 2022, les recettes totales et dons se sont établis à 123,342 milliards FDJ en hausse de 1,9% par rapport à 2021. Les dépenses totales ont diminué de 4,8% à 132,736 milliards FDJ. D'où, un déficit global de 3,081 milliards FDJ en résorption de 85% par rapport au 19,959 milliards FJ de 2021.

### 2.4.1. Analyse des recettes budgétaires

**Les recettes budgétaires** ont augmenté de 6% passant de 109,993 milliards FDJ en 2021 à 116,586 milliards FDJ en 2022.

### **2.4.1.1. Les recettes fiscales**

Les recettes fiscales s'élevaient à 73,832 milliards FDJ en 2022 contre 69,834 milliards FDJ en 2021 soit une hausse de 5,71%. Cette augmentation est due principalement aux impôts directs et autres taxes.

#### **2.4.1.1.1. Les impôts directs**

En 2022, les impôts directs ont augmenté de 12% à 33,182 milliards FDJ contre 29,387 milliards FDJ une année auparavant.

Cette augmentation provient quasiment de l'augmentation des toutes les sous composantes de ce poste notamment les impôts sur les sociétés (+1,956 milliard FDJ), les recettes antérieurs (+1,124 milliard FDJ), les taxes sur billets d'avion (+605 millions FDJ) et les patentes et licences (+317 millions FDJ).

#### **2.4.1.1.2. Les impôts indirects et autres taxes**

Les impôts indirects quant à eux ont quasiment stagné (+0,2%) à 37,672 milliards FDJ à fin décembre 2022 par rapport à l'année dernière.

Les autres taxes ont augmenté de 4,2% en fin décembre 2022 passant de 2,859 milliards en 2021 à 2,978 milliards FDJ.

### **2.4.1.2. Les recettes non fiscales**

Les recettes non-fiscales se sont établies à 42,754 milliards FDJ en 2022 contre 40,159 milliards FDJ en 2021, en hausse de +6,5% tirée par les recettes non fiscales intérieures (+14%) plutôt que les recettes non fiscales extérieures (-0,2%).

S'agissant de l'augmentation des recettes non fiscales intérieures, celle-ci provient des revenus des domaines (+2,8%) et plus particulièrement les valeurs mobilières qui ont progressé de +12,3%.

Par contre en raison de mesures de soutien pour contrer la hausse des prix des pétroles à l'internationale, les manques à gagner sur les recettes de prix du pétrole se sont chiffrés à 4,209 milliards FDJ soit une contraction de 87% par rapport aux recettes de 2021.

Les recettes non-fiscales extérieures composées de redevances payées par les pays disposant des bases militaires à Djibouti, sont quasiment restées stables (-0,22%) à 21,424 milliards FDJ. Elle est liée principalement à la baisse de la contribution française de 10% (-564 millions FDJ) induite par les différences de change. Les contributions reçues de la part de la Chine, de l'USA, de l'Italie sont restées inchangées. En revanche, la redevance reçue de la base Italienne a augmenté de 515 millions de FDJ, soit une hausse de 97%.

### 2.4.2. Les dons

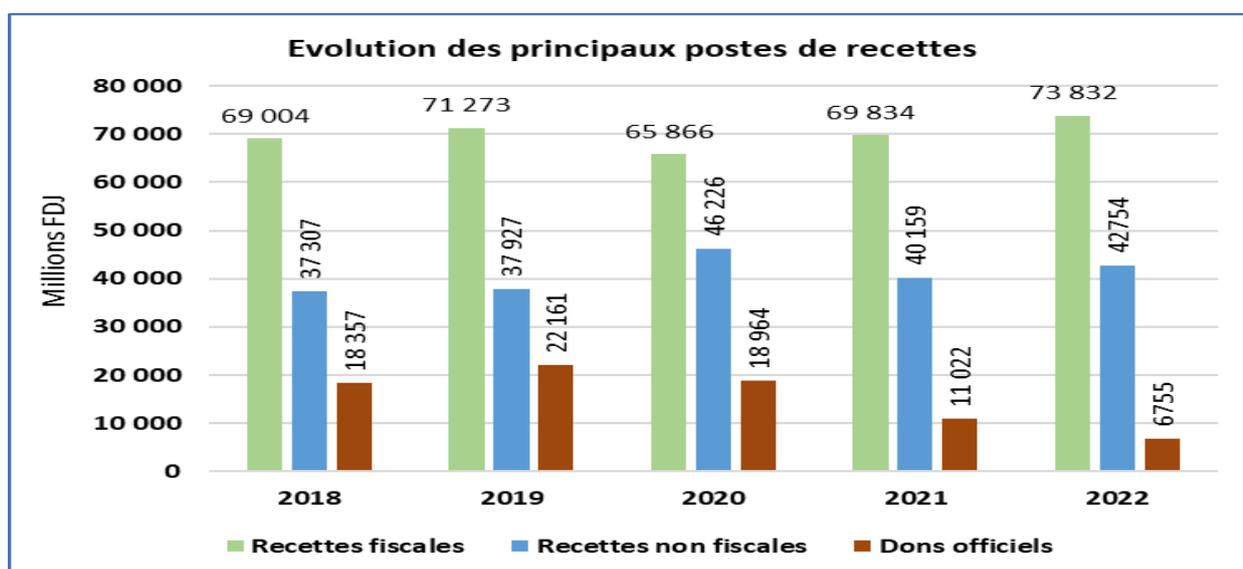
En 2022, les dons ont baissé de 38,7% pour s'établir à 6,755 milliards de FDJ. Cela est essentiellement dû aux dons non affectés (2,18 milliards de FD) qui ont baissé de 59% par rapport à l'année dernière (5,38 milliards de FD).

**Tableau 20** : Situation des recettes budgétaires (en millions FDJ)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var 2022/2021
<b>Recettes et dons</b>	<b>124 668</b>	<b>131 361</b>	<b>131 056</b>	<b>121 015</b>	<b>123 341</b>	<b>+1,90%</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>106 311</b>	<b>109 200</b>	<b>112 092</b>	<b>109 993</b>	<b>116 586</b>	<b>+6%</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>69 004</b>	<b>71 273</b>	<b>65 866</b>	<b>69 834</b>	<b>73 832</b>	<b>+5,71%</b>
Impôts directs	28 779	30 468	28 646	29 387	33 182	+12,90%
Impôts indirects	36 621	37 800	34 581	37 588	37 672	+0,20%
Autres taxes	3 604	3 005	2 639	2 859	2 978	+4,20%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>37 307</b>	<b>37 927</b>	<b>46 226</b>	<b>40 159</b>	<b>42 754</b>	<b>+6,50%</b>
Recettes intérieures non fiscales	15 743	16 599	24 761	18 688	21 330	+14%
Recettes extérieures non fiscales	21 564	21 328	21 465	21 471	21 424	-0,20%
<b>Dons</b>	<b>18 357</b>	<b>22 161</b>	<b>18 964</b>	<b>11 022</b>	<b>6 755</b>	<b>-38,7%</b>

Source : Direction du Budget

**Graphique 18**: Evolution de différents postes de recettes



### 2.4.3. Les dépenses publiques

En 2022, l'état d'exécution des dépenses publiques affiche une baisse de 4,8% par rapport à 2021. Elles se sont établies à 132, 736 milliards FDJ contre 139,435 milliards FDJ en 2021. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des dépenses d'investissements de 25,4% malgré l'augmentation des dépenses courantes de 9,4%.

### 2.4.3.1. Les dépenses courantes

A fin 2022, les dépenses courantes ont augmenté de 8,563 milliards FDJ en passant de 91,154 milliards FDJ à 99,717 milliards FDJ.

Les principaux postes qui ont tiré cette hausse sont les dépenses de matériels (+11%) et les dépenses d'intérêts (+402,8%).

- *Les dépenses de personnels* : la masse salariale a augmenté de 1,45% (+543 millions FDJ) pour s'établir à 37,96 milliards de FDJ en 2022.
- *Les dépenses de matériels* : Les dépenses de matériels, arrêtées à fin décembre 2022, à 35,911 milliards FDJ ont enregistré une hausse de 11,6%.
- *Les dépenses de transferts* : Le montant total des dépenses de transfert a augmenté de 3,4% à 20,043 milliards FDJ contre 19,39 milliards FDJ en 2021.
- *Les dépenses d'intérêts* : les charges d'intérêts dues ont crû de 3,790 milliards FDJ à 4,731 milliards FDJ par rapport aux 941 millions FDJ de 2021 soit une progression de plus 400%. En plus des échéances courantes, cette importante augmentation résulte du début de paiement des services de la dette reportés dans le cadre de l'ISSD.

### 2.4.3.2. Les dépenses d'investissements

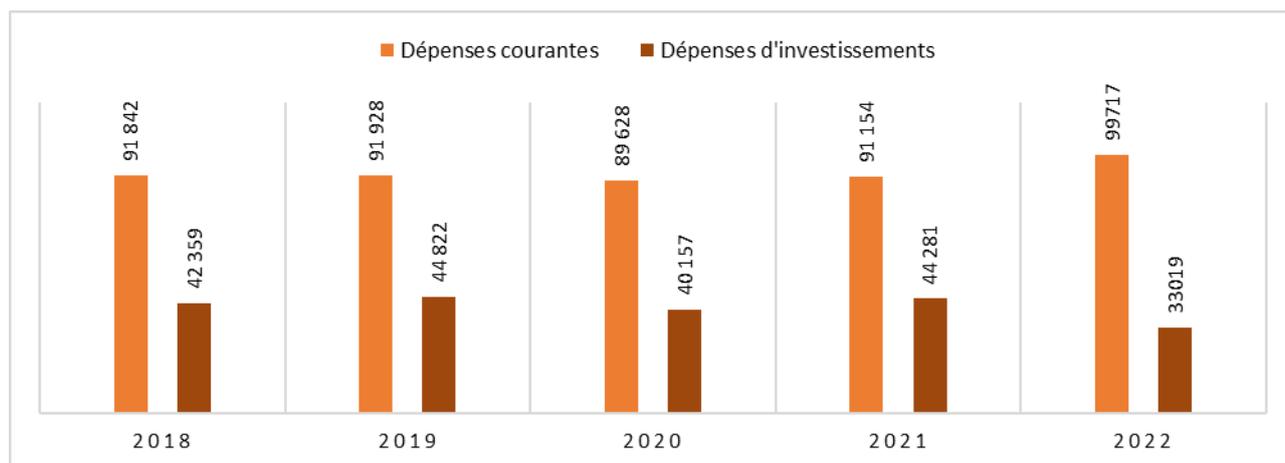
Les dépenses d'investissements se sont établies à 33,019 milliards FDJ contre 44,281 milliards FDJ en 2021, soit une baisse de 25,4 % en variation annuelle due à la diminution aussi bien des dépenses sur ressources intérieures (-28,9%) qu'extérieures (-19,4%).

**Tableau 21:** Situation des Dépenses budgétaires (en Millions FDJ)

	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
<b>Dépenses totales</b>	<b>134 201</b>	<b>136 750</b>	<b>144 139</b>	<b>139 435</b>	<b>132 736</b>	<b>-4,80%</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>91 842</b>	<b>91 928</b>	<b>89 628</b>	<b>91 154</b>	<b>99 717</b>	<b>+9,4%</b>
Salaires	35 504	35 413	35 764	37 417	37 960	+1,45%
Matériels	29 975	29 686	30 332	32 186	35 911	+11,57%
Entretien	1 614	905	1 200	1 221	1 072	-12,20%
Transferts	17 544	18 433	18 783	19 389	20 043	+3,4%
Intérêts	6 467	7 111	3 549	941	4 731	+402,76%
<b>Dépenses d'investissements</b>	<b>42 359</b>	<b>44 822</b>	<b>40 157</b>	<b>44 281</b>	<b>33 019</b>	<b>-25,40%</b>
Sur ressources Intérieures	17 243	22 839	22 498	28 233	20 080	-28,90%
Sur ressources extérieures	25 116	21 983	17 659	16 048	12 939	-19,40%
<b>Dépenses exceptionnelles COVID-19</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 354</b>	<b>4 000</b>	<b>0</b>	<b>-100,00%</b>
<b>Solde base ordonnancement (dons inclus)</b>	<b>-9 533</b>	<b>-5 389</b>	<b>-13 083</b>	<b>-18 420</b>	<b>-9 394</b>	<b>-49%</b>
Variation des arriérés	1 993	2 871	686	-1 539	6 313	-510%
<b>Solde global base caisse</b>	<b>-7 540</b>	<b>-2 518</b>	<b>-12 397</b>	<b>-19 959</b>	<b>-3 081</b>	<b>-84,60%</b>

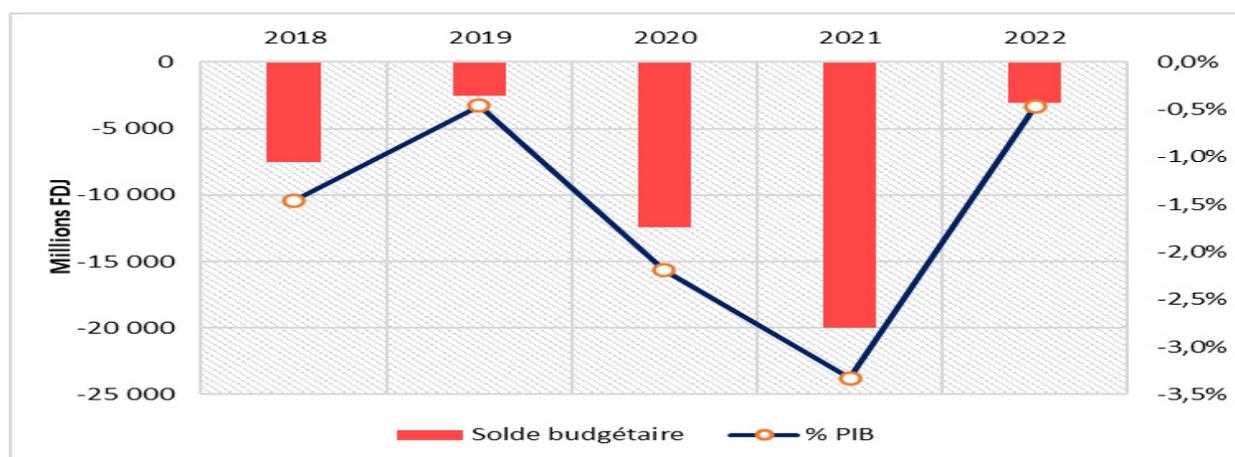
Source : Direction du Budget

**Graphique 19:** Evolution des principaux postes de dépenses totales en millions FDJ



#### 2.4.4. Evolution du déficit budgétaire

Le solde budgétaire ressort un déficit de 3,081 milliards FDJ à fin 2022 en diminution de 85% par rapport au déficit de 19,959 milliards FDJ de 2021. Par rapport au PIB, il enregistre une amélioration de 3 points en passant de 3,3% à 0,5% du PIB.



## 2.5. LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

A la fin de 2022, la dette extérieure (dette directe et dette publique avalisée) s'élevait à 435 Milliards FDJ (+0,08%) soit 66,8% du PIB contre 72,6% en 2021.

### 2.5.1. Evolution de l'encours de la dette

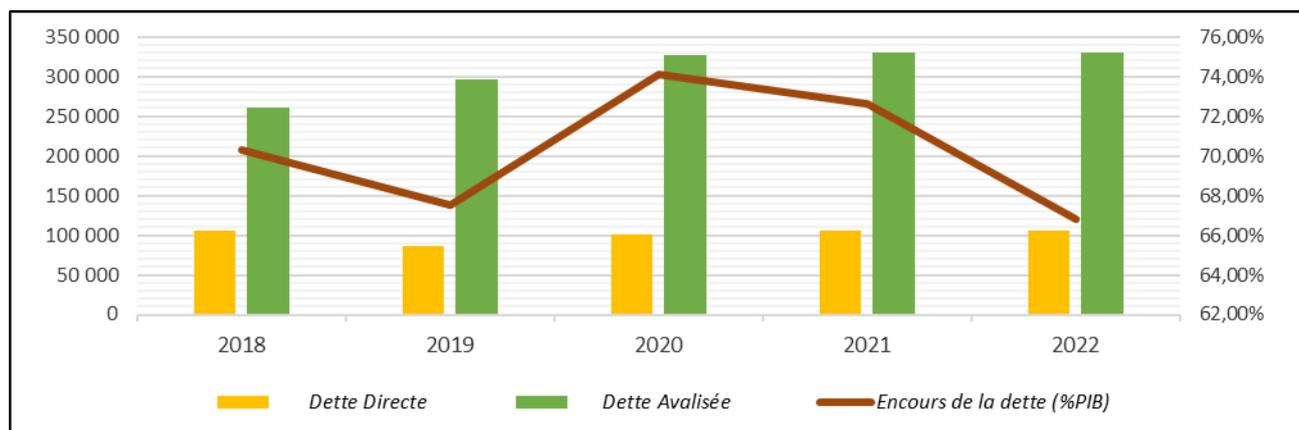
La dette directe de l'Etat a connu une très légère hausse de 0,9% en 2022 pour atteindre 106,1 milliards de FDJ et représente 24% de la dette publique. Quant à la dette avalisée des entreprises publiques, elle a baissé de 0,18% sur un an à 329 milliards FDJ et représente 76% de la dette publique. Les principaux projets d'investissement publics sur emprunts extérieurs concernent le secteur portuaire suivi par la SDCF et l'ONEAD.

**Tableau 22:** L'encours de la Dette extérieure publique au 31 décembre 2022. (en millions FDJ)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var 2022/2021
<b>Encours de la dette</b>	<b>366 404</b>	<b>383 206</b>	<b>427 137</b>	<b>435 433</b>	<b>435 769</b>	<b>0,08%</b>
<i>Dette Directe</i>	<i>106 138</i>	<i>86 701</i>	<i>100 234</i>	<i>105 220</i>	<i>106 151</i>	<b>0,88%</b>
<i>Dette Avalisée</i>	<i>260 266</i>	<i>296 505</i>	<i>326 903</i>	<i>330 213</i>	<i>329 619</i>	<b>-0,18%</b>
<b>Encours de la dette (%PIB)</b>	<b>70,30%</b>	<b>67,50%</b>	<b>74,10%</b>	<b>72,6%</b>	<b>66,8%</b>	

Source : Direction de la Dette publique

**Graphique 20:** Evolution de l'encours de la Dette extérieure publique



### 2.5.2. Le service de la dette extérieure

A fin décembre 2022, le service de la dette extérieure publique s'établit à 21,893 milliards de FDJ contre 9,218 milliards de FDJ en 2021 soit une hausse significative de 137,5%. Cette augmentation est due principalement au début de paiement du service des dettes reportées à fin 2021 dans le cadre de l'Initiative G20.

Le service de la dette directe vis-à-vis des multilatérales a enregistré une hausse de 14,7% passant de 3,536 milliards en 2021 à 4,058 milliards FDJ en 2022. Quant au service des dettes bilatérales, il atteint un montant de 10,276 milliards en 2022.

Concernant la dette avalisée, le service a également augmenté de 33% à 7,559 milliards contre 5,682 milliards en 2021.

**Tableau 23:** Service de la dette extérieur au 31 Décembre 2022

<i>En millions de FDJ</i>	Service de la dette extérieure à fin 2021		Service de la dette extérieure à fin 2022	
	Directe	Avalisée	Directe	Avalisée
Dette bilatérale	0	3 390	10 276	5 514
Dette multilatérale	3 536	2 292	4058	3045
Total	3 536	5 682	14 334	7 559
<b>Total général (dette directe +avalisée)</b>	<b>9 218</b>		<b>21 893</b>	

Source : Direction de la Dette publique

## 2.6. LA BALANCE DE PAIEMENTS

Les échanges extérieurs dégagent un solde du compte courant excédentaire qui est passé de 149,940 Milliards FDJ en 2021 à 119,489 Milliards FDJ en 2022 en baisse de 20%. Par rapport au PIB, le compte courant s'établit à 18,3% en 2022 contre 25% du PIB en 2021.

### 2.6.1. La balance commerciale des Biens

En 2022, le solde de la Balance des biens a dégagé un excédent de 48,584 milliards FDJ contre 61,421 milliards FDJ en diminution de 21% en raison d'une augmentation plus importante des importations des biens (+24%) que les exportations (+20%).

**Graphique 18 :** Evolution de la Balance commerciale de 2018 à 2022

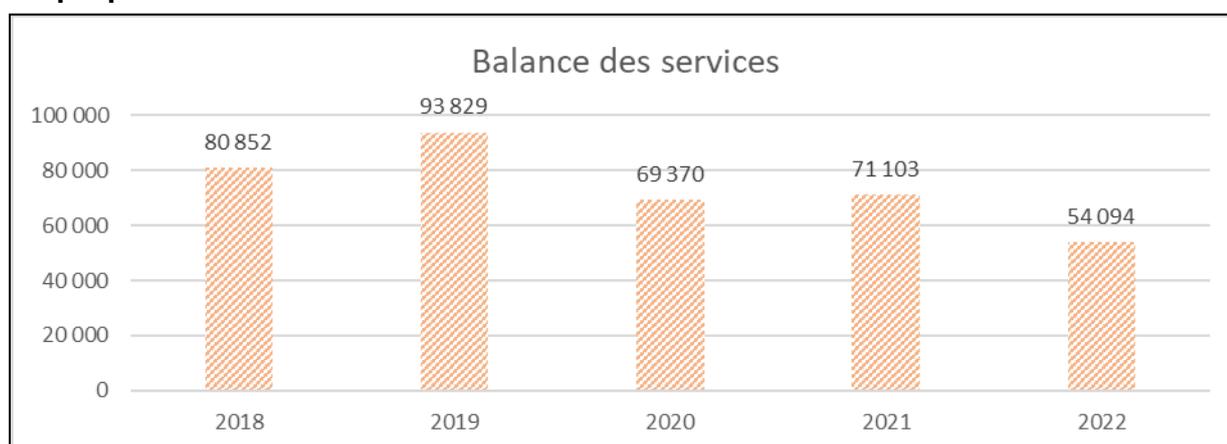


### 2.6.2. La balance commerciale des services

La balance de services retrace le flux des échanges entre les résidents et les non-résidents d'un pays. Les échanges pour ce poste concernent les services de transports, les assurances, les services de communications, les mouvements des rémunérations des salariés et des revenus d'investissements entre les résidents et non-résidents.

En 2022, le solde de la balance de service ressort un excédent de 54,094 milliards FDJ en baisse de 24% par rapport au solde de 71,103 milliards FDJ de 2021.

**Graphique 19 :** Evolution de la Balance des services



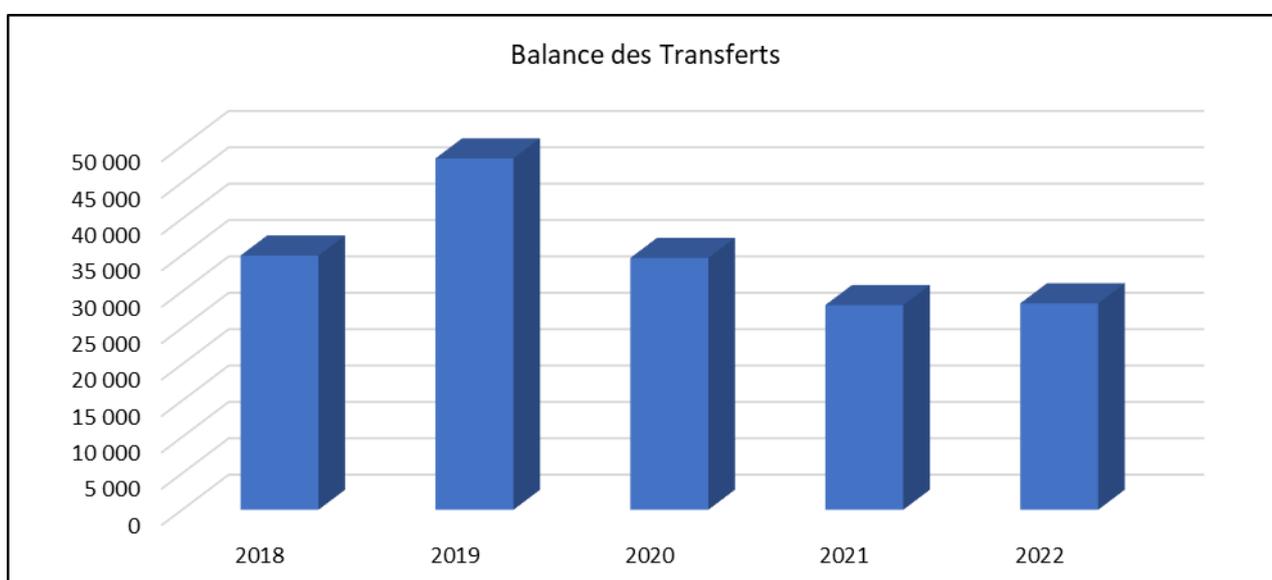
### 2.6.3. La Balance de revenus

Son déficit s'est dégradé de 7,8% en passant de 10,72 Milliards FDJ en 2021 à 11,56 Milliards FDJ en 2022 en raison d'une sortie plus importante de revenus notamment ceux relatifs aux investissements soit +29 Milliards DJ.

### 2.6.4. La balance des transferts courants

Les transferts courants nets de l'étranger comprennent les transferts des administrations publiques et les autres transferts tels que les envois des fonds de la diaspora. La balance des transferts courants nets est en excédent de 28,4 Milliards de FDJ, un niveau quasiment identique à celui de 2021 (28,1 Milliards de FDJ). Les transferts aux administrations publiques et les transferts aux autres secteurs ont augmenté de 1% et 2% respectivement.

**Graphique 21** : Evolution de la Balance des transferts



### 2.6.5. Le Compte de capital et des opérations financières

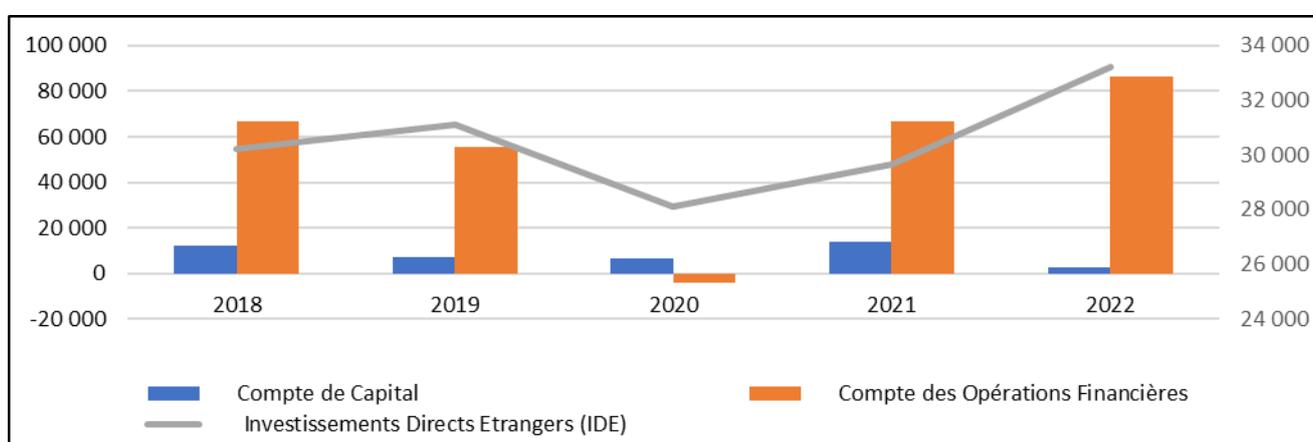
Les comptes de capital et des opérations financières, qui constituent les contreparties financières de comptes de transactions courantes, ont dégagé en 2022 un solde excédentaire de 88,6 Milliards de FDJ contre 80,14 milliards de FDJ en 2021.

Les comptes de capital ont diminué de 11,3 Milliards de FDJ entre 2021 et 2022 à 2,393 Milliards FDJ alors que les comptes financiers ont progressé par rapport à l'année dernière de 19,8 milliards FDJ pour s'établir à 86,3 Milliards de FDJ. Les investissements directs étrangers ont atteint 33,2 Milliards de FDJ contre 29,6 Milliards de FDJ en 2021 soit une augmentation de 12,1%.

**Tableau 24** : Synthèse de la Balance des paiements (en millions FD)

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Solde des transactions courantes</b>	<b>76 176</b>	<b>100 229</b>	<b>63 977</b>	<b>149 940</b>	<b>119 489</b>
<b>Balance commerciale (Biens)</b>	<b>-14 363</b>	<b>-25 229</b>	<b>-22 500</b>	<b>61 421</b>	<b>48 584</b>
<i>Exportations de biens</i>	625 926	710 204	494 884	680 522	817 676
<i>Importations de biens</i>	640 289	735 433	517 384	619 101	769 092
<b>Balance des services</b>	<b>80 852</b>	<b>93 829</b>	<b>69 370</b>	<b>71 103</b>	<b>54 094</b>
<b>Balance des revenus</b>	<b>-25 267</b>	<b>-16 678</b>	<b>-17 517</b>	<b>-10 724</b>	<b>-11 561</b>
<b>Balance des transferts nets</b>	<b>34 954</b>	<b>48 307</b>	<b>34 624</b>	<b>28 140</b>	<b>28 372</b>
<b>Comptes de Capital et Financier</b>	<b>78 962</b>	<b>62 558</b>	<b>2 456</b>	<b>80 142</b>	<b>88 667</b>
Compte de Capital	12 361	7 142	6 510	13 673	2 393
Compte des Opérations Financières	66 601	55 416	-4 050	66 469	86 274
<i>Investissements Directs Etrangers (IDE)</i>	30 213	31 101	28 121	29 635	33 238

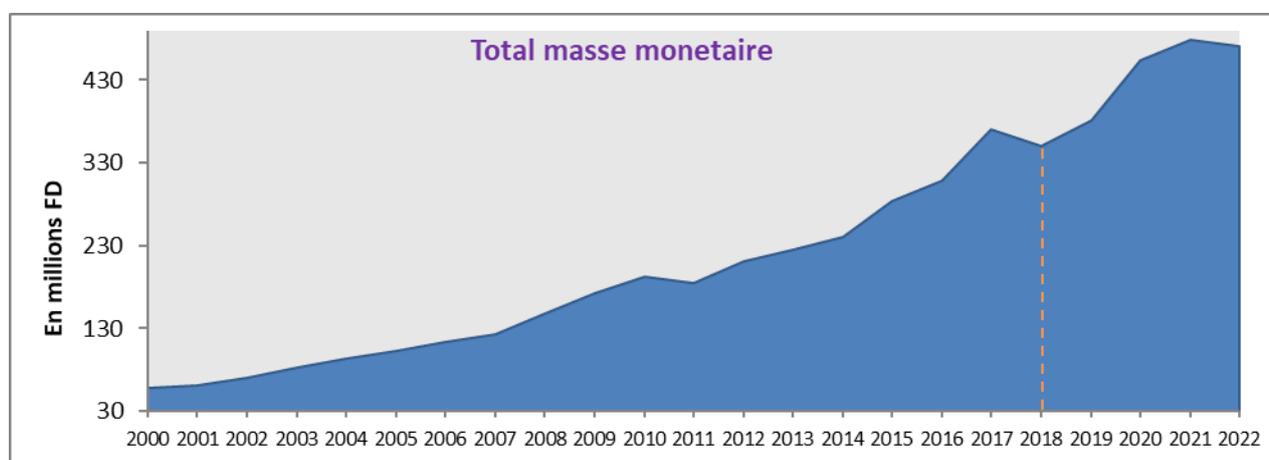
**Graphique 22** : Evolution de la Balance de capital, des opérations financières et IDE (millions FD)



## 2.7. EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

En 2022, la masse monétaire a totalisé 470 339 millions FD soit une légère baisse de 1,7% liée à une diminution de la monnaie fiduciaire et des dépôts de 0,8% et 1,8% respectivement par rapport à l'année précédente. La baisse des dépôts du secteur privé de 35,8 milliards FD en 2022 explique principalement cette tendance.

**Graphique 23**: Evolution de la masse monétaire sur les 20 dernières années



### 2.7.1. La monnaie fiduciaire

La monnaie fiduciaire (billets et pièces en circulation) a baissé légèrement de 0,8% en passant de 44,078 milliards de FDJ en 2021 à 43,741 milliards de FDJ en 2022.

**Tableau 25:** Evolution des composantes de la masse monétaire (en millions FDJ)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 22/21
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>349 879</b>	<b>380 602</b>	<b>454 360</b>	<b>478 420</b>	<b>470 339</b>	<b>-1,7%</b>
Monnaie	288 476	308 736	385483	393268	389 091	-1,1%
Monnaie fiduciaire	36 626	37 667	43 839	44 078	43 741	-0,8%
Dépôts à vue et autre dépôts	251 850	271 070	342 145	349 190	345 350	-1,1%
Quasi-Monnaie	61 403	71 864	68 879	85 152	81 248	-4,6%
Dépôts à terme en FDJ	34 060	39 414	37 068	39 772	44 365	11,5%
Dépôts à terme en devises	27 343	32 451	31 811	45 380	36 883	-18,7%

Source : Banque Centrale de Djibouti

### 2.7.2. Les dépôts

En 2022, le total des dépôts s'est établi à 426,580 milliards de FDJ contre 434,342 milliards de FDJ en 2021 en légère baisse de 1,8%.

Les dépôts en monnaie nationale ont connu une hausse de 2,8% à 219,71 milliards de FDJ en 2022 contre 213,73 milliards de FDJ en 2021.

Par contre, les dépôts en USD régressent de 6,2% en passant de 220,6 milliards de FDJ en décembre 2021 à 206,8 milliards de FDJ à fin 2022.

**Tableau 26:** Dépôts par type de monnaie

En millions FDJ	2021			2022			Variation
	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Total dépôts	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Total dépôts	2022/2021
Franc Djiboutien	173 962	39 772	213 734	175 676	44 365	219 741	2,8%
Devises	175 228	45380	220 608	169 956	36 883	206 839	-6,2%
Total dépôts	349 190	85 152	434 342	345 332	81 248	426 580	-1,8%

Source : Banque Centrale de Djibouti

### 2.7.3. Les contreparties de la masse monétaire

**Les avoirs extérieurs nets** se sont établis à 312,4 milliards de FDJ en 2022 en baisse de 10,35% sur un an en raison de la diminution des avoirs extérieurs des banques commerciales de 14,56% à 217,5 milliards de FDJ. Les avoirs extérieurs des autorités monétaires augmentent légèrement de 1,08%.

**Les crédits intérieurs** se sont établis à 205,8 milliards de FDJ en 2022 soit une hausse annuelle de 13,76% (+24,9 milliards FD). Les créances sur l'Etat ont régressé de 14,17% alors que les crédits à l'économie (les crédits au secteur privé et les créances sur les entreprises publiques) ont augmenté de 17,1% à 189,2 milliards de FDJ en décembre 2022 contre 161,6 milliards de FDJ un an auparavant.

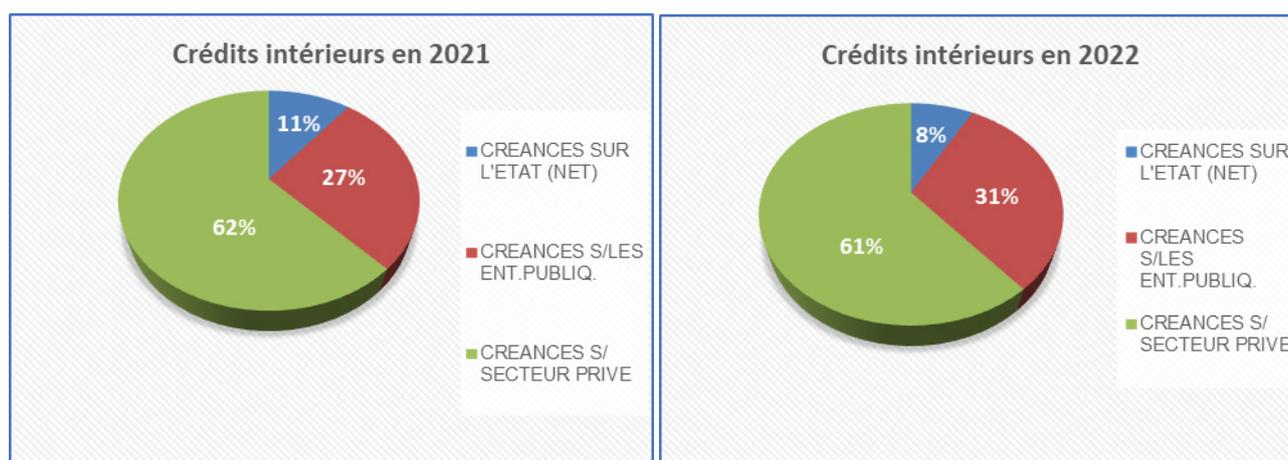
**Tableau 27:** Contreparties de la Masse Monétaire (en millions FDJ)

Composantes	2018	2019	2020	2021	2022	Var 22/21
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>273 800</b>	<b>275 834</b>	<b>348 247</b>	<b>348 417</b>	<b>312 372</b>	<b>-10,35%</b>
Autorités monétaires	75 217	84 953	109 717	93 864	94 878	1,08%
Banques commerciales	198 583	190 881	238 530	254 553	217 494	-14,56%
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>130 800</b>	<b>147 052</b>	<b>157 653</b>	<b>180 884</b>	<b>205 767</b>	<b>13,76%</b>
Créances sur l'Etat	3 572	7 016	8 641	19 263	16 533	-14,17%
Crédits à l'économie	127 228	140 036	149 013	161 621	189 234	17,09%
Autres postes nets	-54 722	-42 287	-51 541	-50 880	-47 799	-6,06%
<b>Total Masse monétaire</b>	<b>349 878</b>	<b>380 600</b>	<b>454 360</b>	<b>478 420</b>	<b>470 340</b>	<b>-1,69%</b>

Source : Banque Centrale de Djibouti

En 2022, les créances accordées par les banques de la place au secteur privé, qui représentent 66,4% des crédits à l'économie et 61% des crédits intérieurs, ont augmenté de 12,0% tandis que les prêts aux entreprises publiques ont progressé de 28,6%.

La répartition des trois composantes des crédits intérieurs a évolué comme suit entre 2021 et 2022 :



Les crédits au secteur privé prédominent largement même si les crédits aux entreprises publiques progressent de 4 points à 31%.

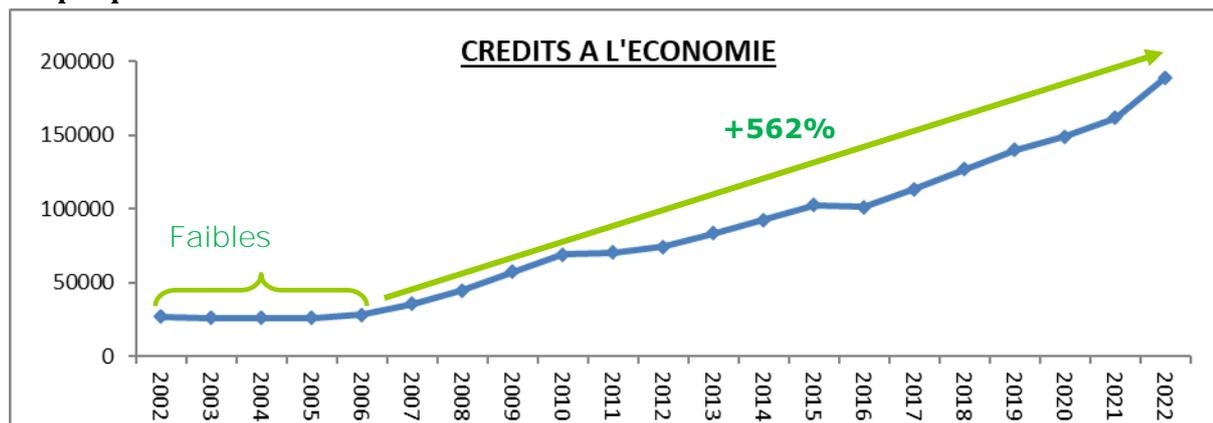
Par rapport au produit intérieur brut, le crédit à l'économie se situe à 28,9% du PIB et en moyenne à 26,5% sur les cinq dernières années.

**Tableau 28:** Evolution de crédit à l'économie (en millions FDJ)

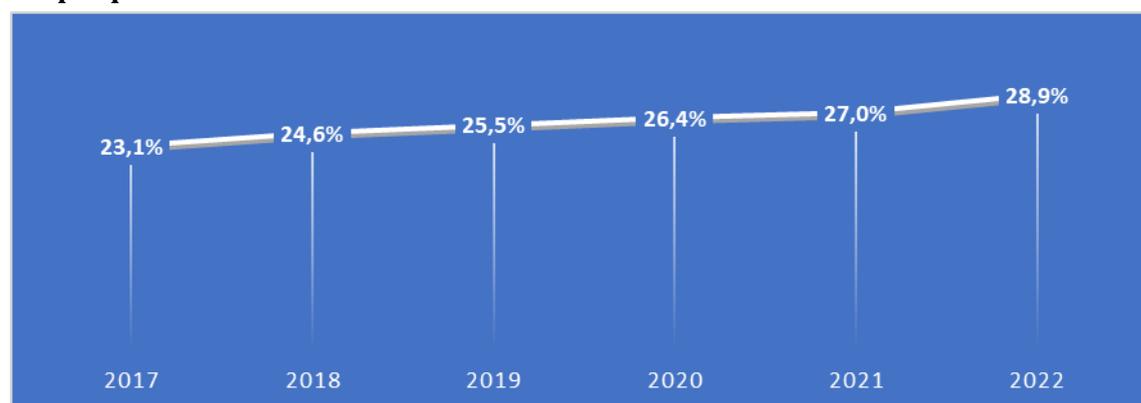
	2018	2019	2020	2021	2022	Var22 /21
Créances sur les entreprises publiques	15 215	17 337	30 811	49 487	63 646	+28,6%
Crédits au secteur privé	112 013	122 699	118 202	112 134	125 588	+12,0%
Crédit à l'économie	127 228	140 036	149 013	161 621	189 234	+17,1%
PIB Nominal	517 784	548 954	565 343	599 542	653 971	
Taux CE / PIB	24,6%	25,5%	26,4%	27,0%	28,9%	

Source : Banque Centrale de Djibouti

**Graphique 24 : Evolution crédits à l'Economie 2002-2022**



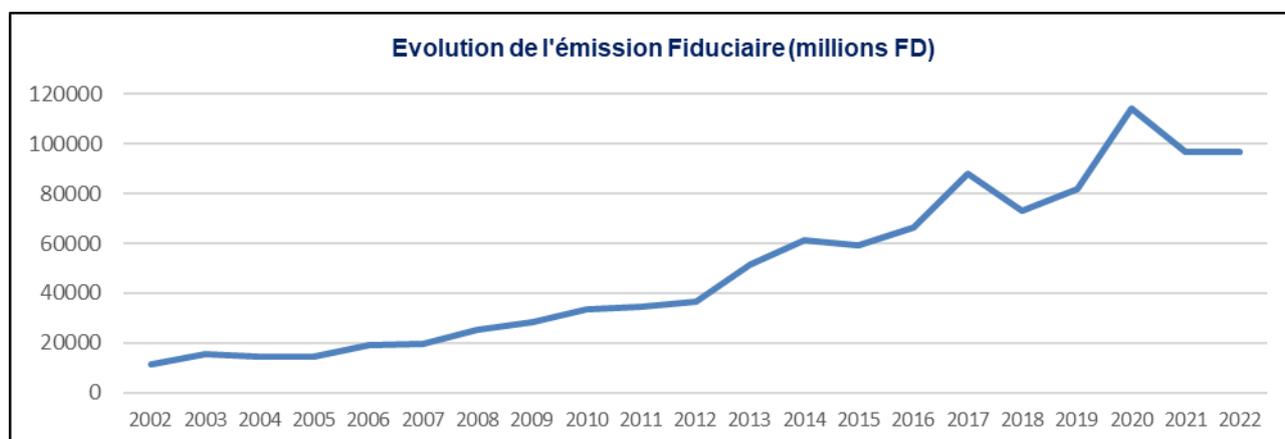
**Graphique 25: Evolution de la Part du Crédit à l'économie dans le Produit intérieur brut**



#### 2.7.4. Couverture de l'émission fiduciaire au 31 décembre 2022

Le système de currency board et son corollaire le parité fixe FDJ/USD exige une couverture intégrale des émissions fiduciaires par des devises de la Banque Centrale représentées par les avoirs extérieurs.

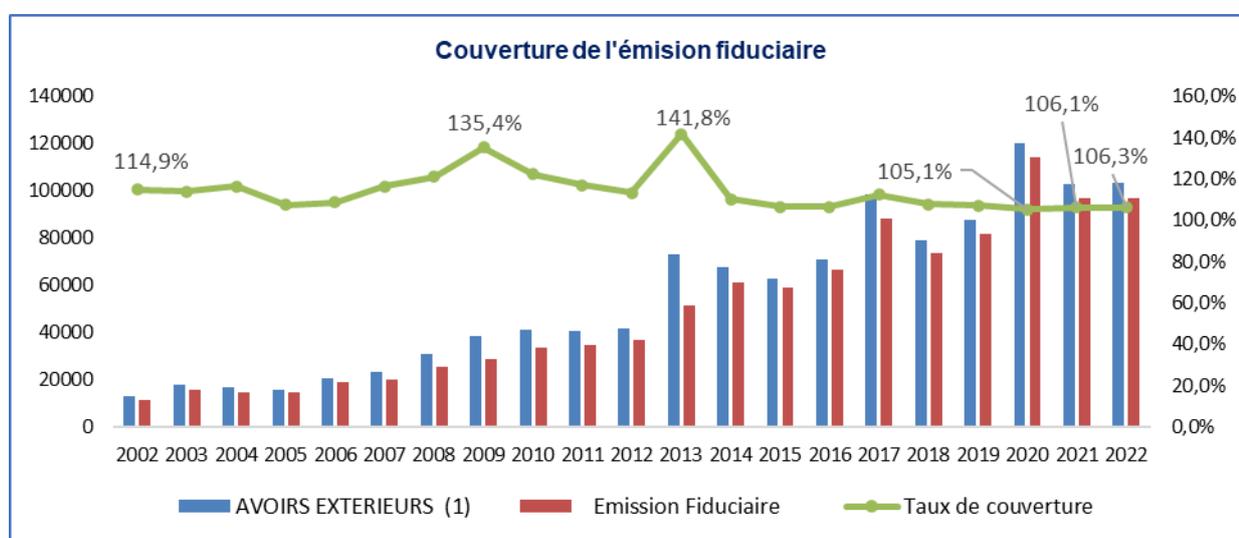
L'émission fiduciaire composée des billets et pièces, des dépôts et encaisses des banques et des dépôts de l'Etat à la Banque Centrale de Djibouti, s'élevait à 96,986 milliards FD au 31 décembre 2022 contre 96,740 milliards FD un an auparavant en légère augmentation annuelle de 0,25%.



En 2022, les avoirs extérieurs de la banque centrale totalisaient la somme de 103,096 milliards FD composée des dépôts à vue étrangers (99,516 milliards FD), la caisse en devises (2,117 milliards FD) et du compte du FMI (avoirs DTS et autre position de 1,463 milliards FD).

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Emission Fiduciaire</b>	59 160	66 513	87 928	73 318	81 885	114 079	96 740	96 986
<b>Avoirs Extérieurs</b>	63 021	70 820	98 686	79 022	87 608	119 944	102 617	103 096
<b>Taux de couverture</b>	106,5%	106,5%	112,2%	107,8%	107,0%	105,1%	106,1%	106,3%

Le taux de couverture de l'émission fiduciaire est quasi stable à 106,3% en 2022 contre 106,1% en 2021.



### 2.7.5. Liquidité de l'Economie

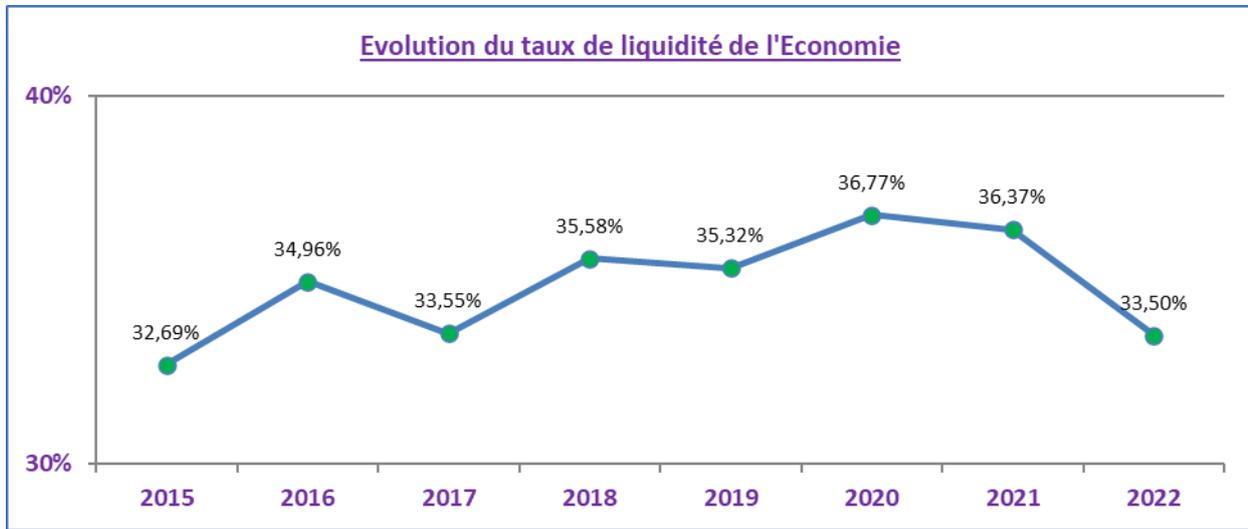
Le taux de liquidité de l'économie, mesuré par le rapport entre l'agrégat M2 (monnaie fiduciaire plus les dépôts à vue en franc djiboutien y compris les dépôts sur livrets) et le PIB, reflète le rôle des banques dans le financement du tissu productif.

En millions FD

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 22/21
<b>M2</b>	164 731	184 248	193 898	207 874	218 040	219 098	0,5%
<b>PIB</b>	490 969	517 784	548 954	565 343	599 542	653 971	9,1%
<b>M2/PIB</b>	33,55%	35,58%	35,32%	36,77%	36,37%	33,50%	-7,9%

La monnaie liquide a très légèrement augmenté en 2022 de 0,5% contre 4,9% un an auparavant, due à une légère hausse des dépôts à vue en francs Djibouti (+1%) malgré une baisse de la monnaie fiduciaire (-1%).

Par contre, l'augmentation plus importante du PIB nominal (+9,1% sur un an) comparée à l'évolution de la monnaie liquide explique la baisse du taux de liquidité de l'économie qui passe de 36,37% en 2021 à 33,5% en 2022. Ainsi, le secteur bancaire ne détient que 33,5% du revenu national sous la forme la plus liquide en monnaie nationale.



Ce taux demeure compris dans l'intervalle [30%-40%] sur les huit dernières années indiquant une certaine stabilité.

## CHAPITRE III : LE SECTEUR FINANCIER

La valeur ajoutée du secteur financier Djiboutien a atteint 22,582 milliards FDJ en 2022 soit 3,9% du PIB contre 3,8% en 2021.

Les nouveaux acteurs du secteur en 2022 comprennent une banque égyptienne, la banque Misr, deuxième plus grande banque dans son pays et une nouvelle société d'assurance conventionnelle dénommée TRUST qui a obtenu son agrément en 2022.

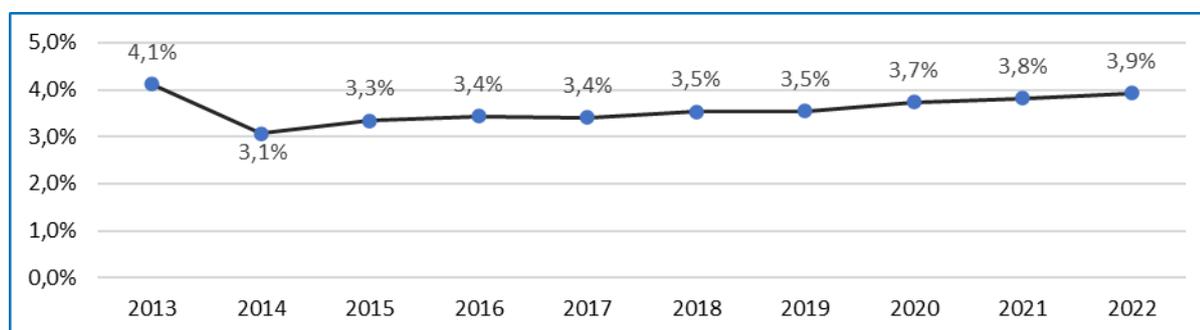
Le paysage du secteur financier se présentait comme suit :

- 13 banques dont 3 islamiques (SABA/SAB et EAB);
- 5 sociétés d'assurances dont 2 islamiques (TAMINI et ATIC);
- 4 institutions de microfinance (CPECD/CPECN/CPECS et UPMFI) dont l'UPMFI qui est une Unité Pilote de Microfinance Islamique ;
- 2 institutions financières spécialisées (FDED et FGPCD);
- 19 auxiliaires financiers (bureaux de change et de transfert).

### 3.1. CONTRIBUTION DU SECTEUR FINANCIER A L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

La contribution du secteur financier à la production nationale est en constante hausse depuis 10 ans passant de 4,1% du PIB en 2013 à 3,9% en 2022.

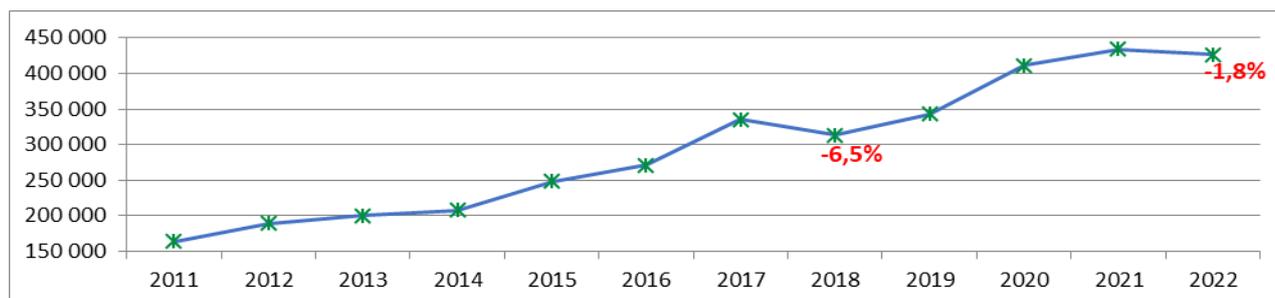
**Tableau 29** : Part du secteur financier dans le PIB (en %)



Source : Modèle Economique de Djibouti, DEP/MEFI

### 3.2. LES DEPOTS BANCAIRES

Les dépôts ont légèrement baissé en 2022 de 1,8% pour atteindre 434,743 milliards FD. C'est la deuxième baisse constatée sur une période de 10 ans après celle de 2018. Elles résultent d'une diminution des dépôts en devises.



### 3.2.1 Les dépôts par type de déposants

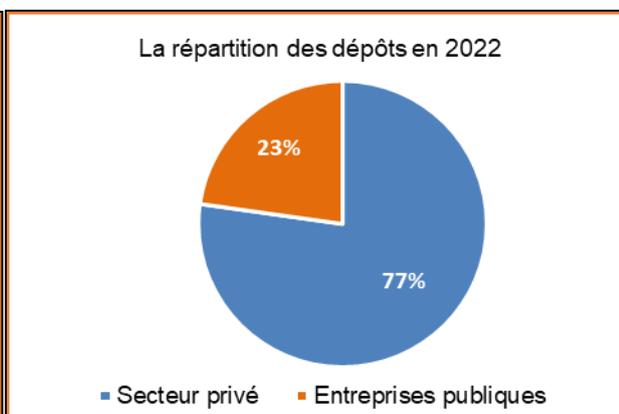
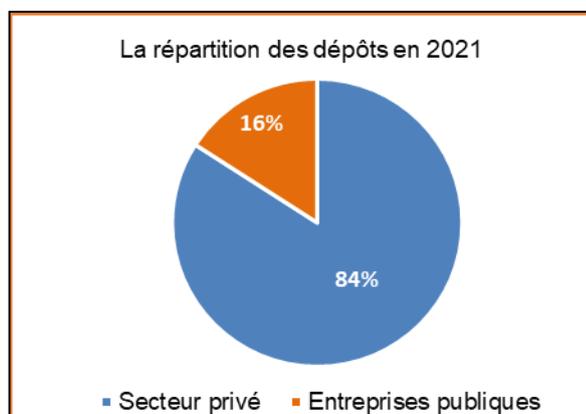
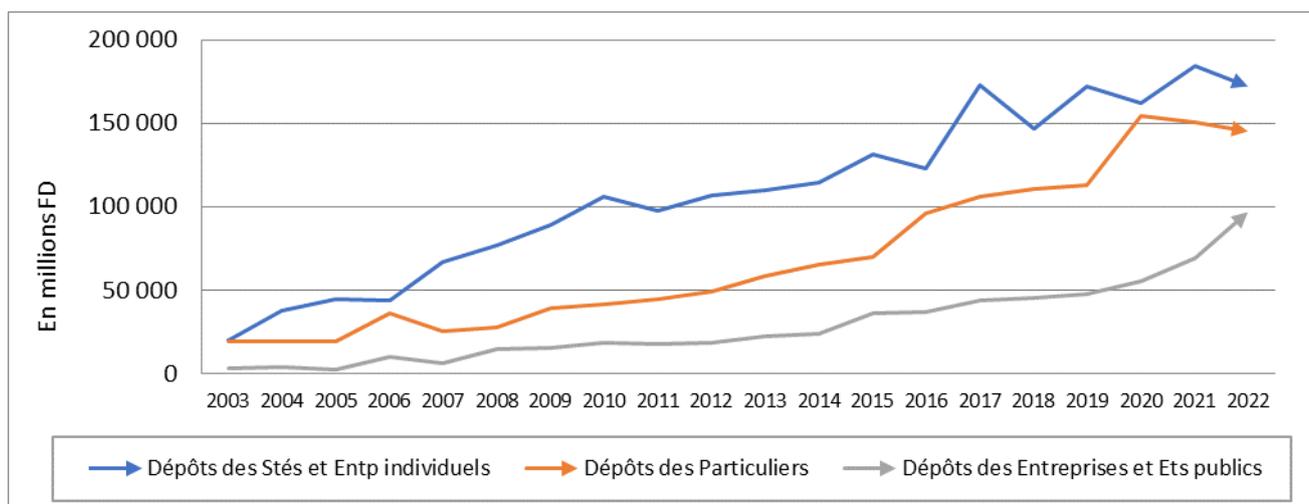
Les dépôts totalisaient 434,7 milliards de FD en 2022 en baisse de 1,8% par rapport à 2021.

Ils se répartissent entre les sociétés privées, les particuliers et les entreprises publiques :

(En millions FD)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22/21
<b>Stés et Entp individuels</b>	123 059	172 461	146 850	171 875	161 964	184 479	172 382	-6,6%
<b>Particuliers</b>	95 782	106 355	110 592	112 537	154 130	150 650	145 027	-3,7%
<b>Entreprises et Ets publics</b>	36 688	44 006	45 456	47 820	55 684	69 028	97 074	40,6%
<b>Divers</b>	29 071	35 299	33 749	38 981	47 127	38 719	20 260	-47,7%
<b>Total dépôts</b>	<b>284 600</b>	<b>358 120</b>	<b>336 647</b>	<b>371 213</b>	<b>418 905</b>	<b>442 876</b>	<b>434 743</b>	<b>-1,8%</b>

Source : Banque centrale de Djibouti



### 3.2.2 Les dépôts des banques conventionnelles et islamiques

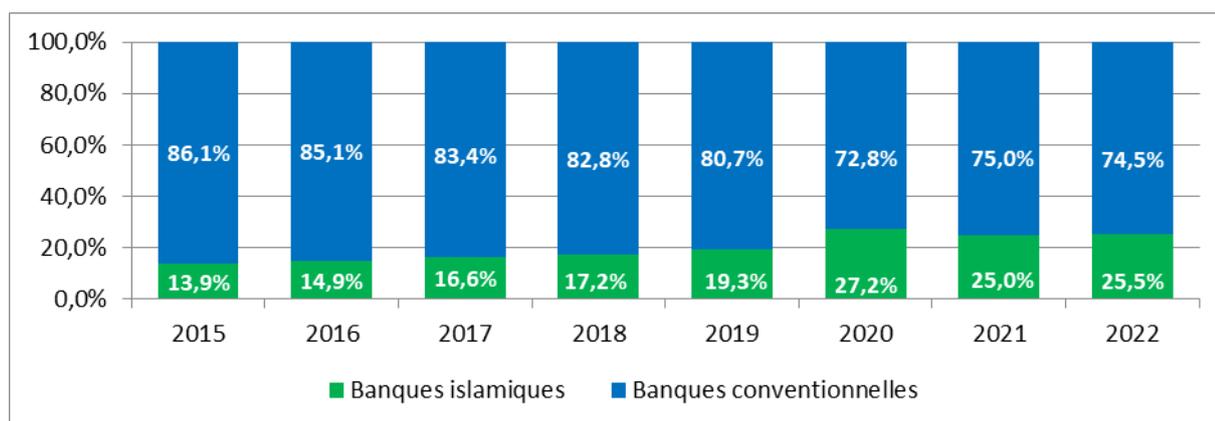
Les dépôts auprès des banques conventionnelles reculent de 2,4% à 323,9 milliards de FD par rapport à 2021 soit 74,5% du dépôt total (75% en 2021).

Ceux des banques islamiques restent quasi stables à 110,8 milliards FD en 2022 soit 25,5% des dépôts bancaires contre 25% en 2021.

En milliards FD	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var 21/22
<b>Banques islamiques</b>	37,009	42,298	59,340	57,777	71,776	113,847	110,847	110,791	-0,1%
<b>Banques conventionnelles</b>	229,369	242,242	298,838	278,870	299,436	305,058	332,029	323,952	-2,4%
<b>Total Banques</b>	266,378	284,540	358,178	336,648	371,212	418,905	442,876	434,743	-1,8%

Source : BCD

Les trois banques islamiques détiennent en moyenne environ le quart des dépôts bancaires au cours des trois dernières années.



### 3.2.3 Les dépôts par type de monnaie

Les placements en devises sont baisse de 6% alors que ceux en monnaie nationale augmentent de 2,7% par rapport à 2021.

Les comptes en FD représentent 51% des dépôts en 2022 contrairement aux deux dernières années dominées par les dépôts en devises.

(En millions FD)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var 22/21
<b>Francs Djibouti</b>	164 380	183 313	197 504	202 110	214 717	220 444	2,70%
<b>Devises</b>	193 740	153 334	173 709	216 796	228 159	214 299	-6%
<i>Dollars US</i>	170 172	129 410	151 850	192 373	202 593	189 657	-6,40%
<i>Autres devises</i>	23 568	23 924	21 859	24 423	25 566	24 642	-3,60%
<b>TOTAL</b>	358 120	336 647	371 212	418 906	442 876	434 743	-1,80%

Source : Banque Centrale de Djibouti

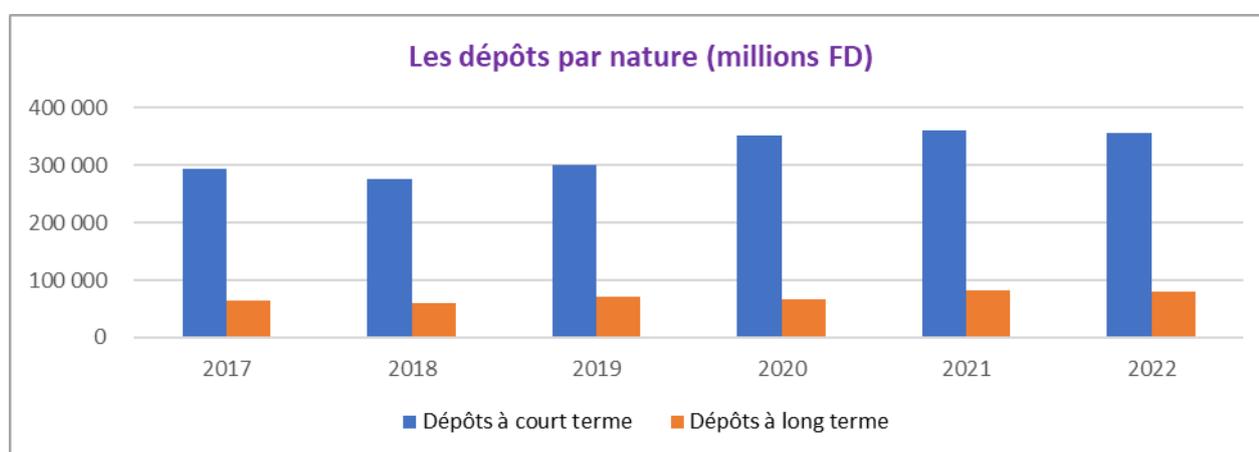
### 3.2.4 Les types de dépôts

La répartition des dépôts par terme montre l'écart important qui persiste entre les dépôts à court terme et ceux à long terme. Plus de 80% des dépôts sont à court terme (à vue, sur livret, bons de caisse).

Les dépôts à long terme baissé de 4,5% à 78,922 milliards de FD en 2022.

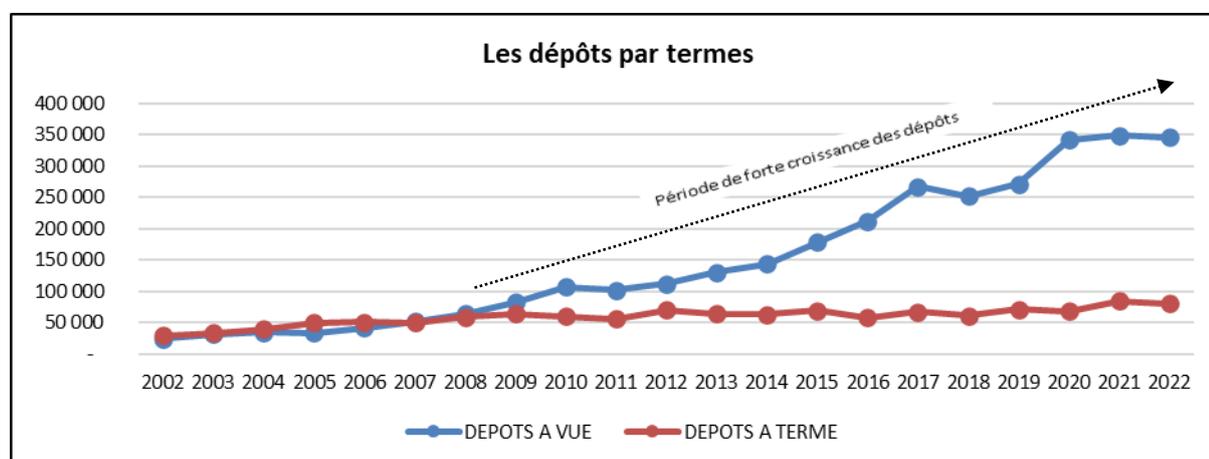
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var.22/21
Comptes à vue	248 060	231 537	254 636	304 352	311 553	308 876	-0,9%
Comptes à terme	64 465	59 808	70 734	66 448	82 676	78 922	-4,5%
Comptes sur livret	39 988	40 085	41 046	43 900	44 582	43 068	-3,4%
Bon de caisse	5 607	5 218	4 798	4 205	4 065	3 876	-4,6%
<b>Total</b>	<b>358 120</b>	<b>336 647</b>	<b>371 214</b>	<b>418 905</b>	<b>442 876</b>	<b>434 743</b>	<b>-1,8%</b>

Source : BCD / unité : millions F



Les banques islamiques affichent les mêmes tendances avec des dépôts à vue représentant 89% du total de leurs dépôts soit 98,334 milliards de FD en 2022 contre des dépôts à termes de 12,457 milliards de FD.

L'écart entre les dépôts à termes et à vue demeure toujours important en 2022. Plus de 80% des dépôts sont à court termes et non rémunérés et représentent 57,8% du total des engagements des banques commerciales en 2022.



### 3.2.5 La rémunération des dépôts

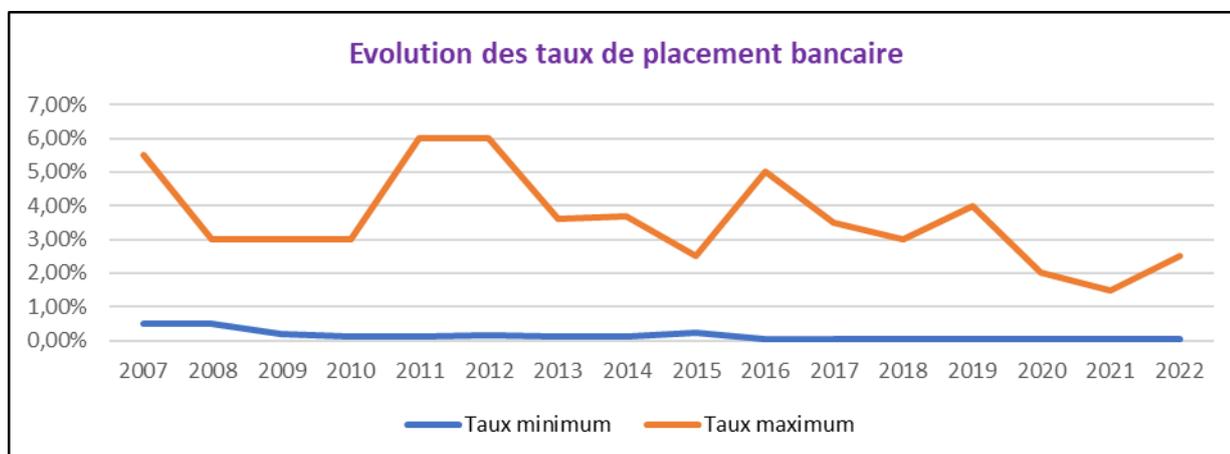
Les taux d'intérêts rémunérateurs des comptes varient selon la nature des dépôts (à vue ou à terme), le montant déposé et le type de client (particulier ou société).

Ils évoluent entre un minimum et un maximum pratiqué par les banques conventionnelles de la place.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux minimum	0,15%	0,10%	0,13%	0,22%	0,04%	0,04%	0,04%	0,04%	0,03%	0,03%	0,03%
Taux maximum	6%	3,6%	3,7%	2,5%	5%	3,5%	3,0%	4,0%	2%	1,5%	2,5%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Le taux maximum de placement a repris sa hausse après les baisses constatées au cours des deux dernières années. Il s'est fixé à 2,5% contre 1,5% en 2021.



Le taux maximum des placements en DAT demeure cependant faible et explique la faible part de cette catégorie de placement. Il en est également du taux minimum qui est resté trop faible à 0,03% sur les trois dernières années.

#### ➤ Les taux moyens créditeurs des banques commerciales *aux particuliers*

	2020		2021		2022	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima
Comptes à vue	-	-	-	-	-	-
Comptes à terme	0,07%	1,5%	0,04%	1,26%	0,04%	1 %
Comptes d'épargne sur livret	0,04%	1,5%	0,04%	1,5%	0,04%	1,5%
Bon de caisse	0,03%	1,15%	0,03%	1,23%	0,03%	2,5%

Source : Banque Centrale de Djibouti

- Les taux moyens créditeurs des banques commerciales aux entreprises et entrepreneurs

	2020		2021		2022	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima
<b>Comptes à vue</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Comptes à terme</b>	0,07%	2%	0,04%	1,26%	0,04%	1,26%
<b>Comptes d'épargne sur livret</b>	-	1,5%	0,1%	0,9%	0%	0,9%
<b>Bon de caisse</b>	0,03%	1,15%	0,03%	1,23%	0,03%	1,5%

Source : Banque Centrale de Djibouti

### 3.3. LES CREDITS BANCAIRES

Les crédits accordés par les banques de la place en 2022 s'élèvent à 303,168 milliards FD en hausse de 4,8% en glissement annuel.

	2018	2019	2020	2021	2022	Var 22/21
Crédits clientèles	112 034	126 100	149 341	230 320	243 326	5,6%
Crédits Hors-bilan	34 911	30 871	31 461	59 095	59 842	1,3%
<b>Total</b>	<b>146 945</b>	<b>156 971</b>	<b>180 802</b>	<b>289 415</b>	<b>303 168</b>	<b>4,8%</b>

Source : BCD ; Unité : millions FD

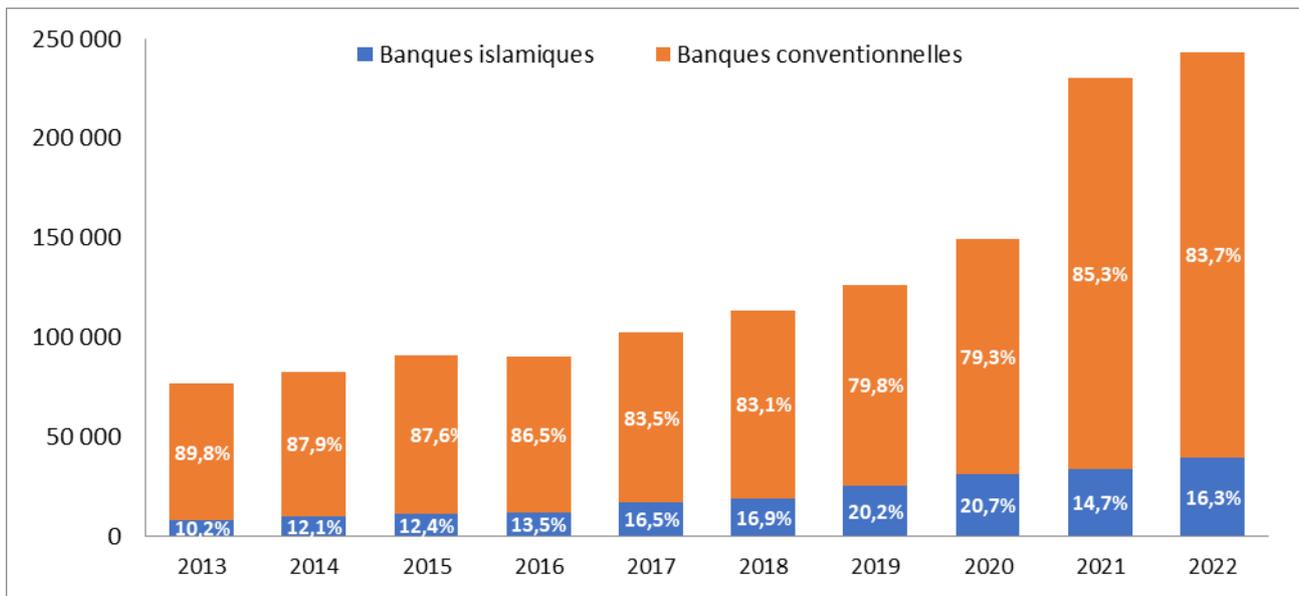
#### 3.3.1 Répartition des crédits par type de banques

Les crédits des banques conventionnelles ont atteint 203,659 milliards FD en 2022 contre 196,348 milliards FD un an auparavant, soit une légère hausse de 3,7%. Ils représentent 83,7% du stock des crédits.

Quant aux banques islamiques, elles ont accordé en 2022 des crédits chiffrés à 39,7 milliards FD en hausse de 16,8% par rapport au 33,9 milliards FDJ de 2021. Le niveau de leurs crédits demeure encore modeste avec une part de marché de 16,3% en hausse cependant par rapport aux 14,7% de 2021.

En millions FD	2018	2019	2020	2021	2022	Var 22/21
Banques islamiques	19 140	25 514	30 940	33 972	39 667	16,80%
Banques conventionnelles	94 221	100 587	118 401	196 348	203 659	3,70%
<b>Total crédits</b>	<b>113 361</b>	<b>126 101</b>	<b>149 341</b>	<b>230 320</b>	<b>243 326</b>	<b>5,60%</b>
Crédits hors bilan	33 582	30 871	31 461	59 095	59 842	1,30%
Total	146 943	156 971	180 802	289 415	303 168	4,70%

Source : BCD



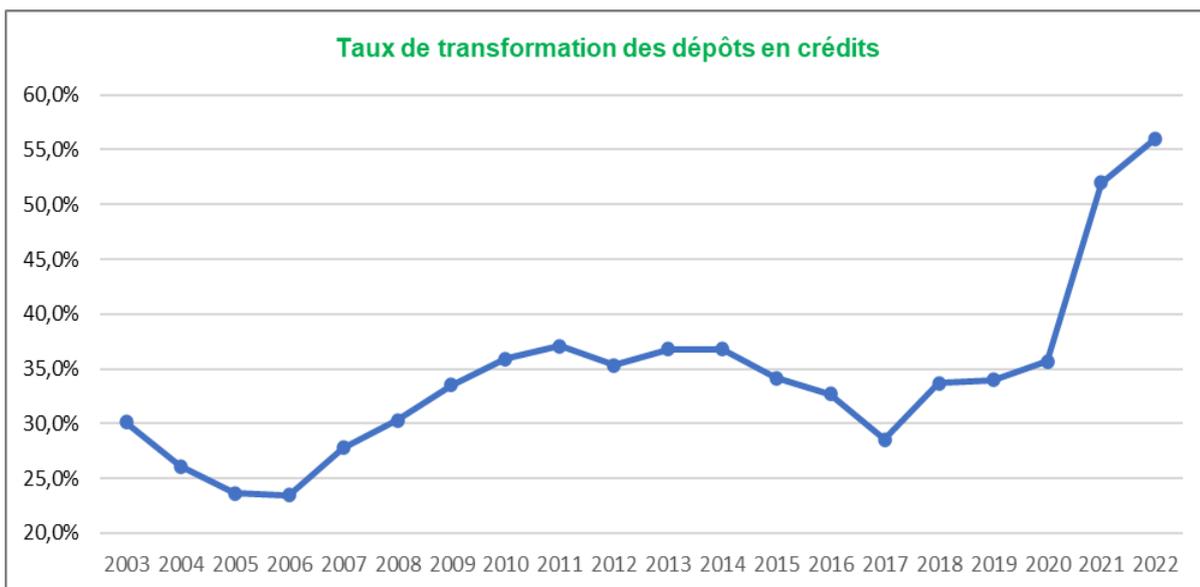
### 3.3.2 Taux de transformation bancaire

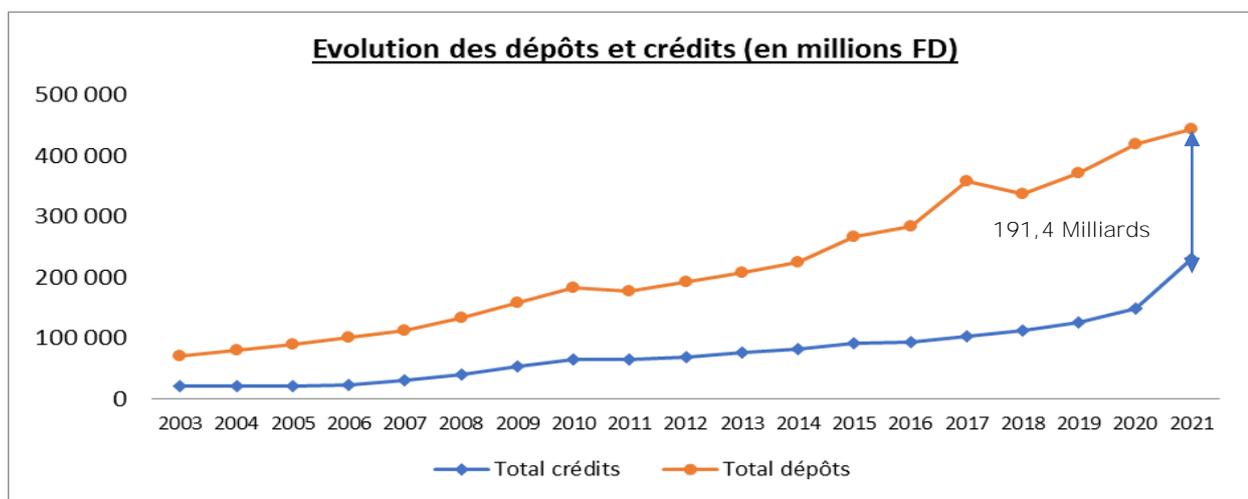
En 2022, les crédits représentent 56% des dépôts bancaires contre 52% en 2021.

Cette amélioration de la transformation bancaire est liée à la hausse de crédits malgré une baisse des dépôts.

En millions FD

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22/21
<b>Total des crédits</b>	102 343	113 361	126 101	149 341	230 320	243 326	<b>5,60%</b>
<b>Total des dépôts</b>	358 120	336 648	371 212	418 905	442 876	434 743	<b>-1,80%</b>
<b>Ratio crédits/dépôts (sans « hors bilan »)</b>	28,60%	33,70%	34,00%	35,70%	52%	56%	<b>7,70%</b>





### 3.1.2.1. Transformation des banques conventionnelles

Les banques conventionnelles ont affecté 62,8% de leurs dépôts à des crédits contre 59,1% pour l'année précédente.

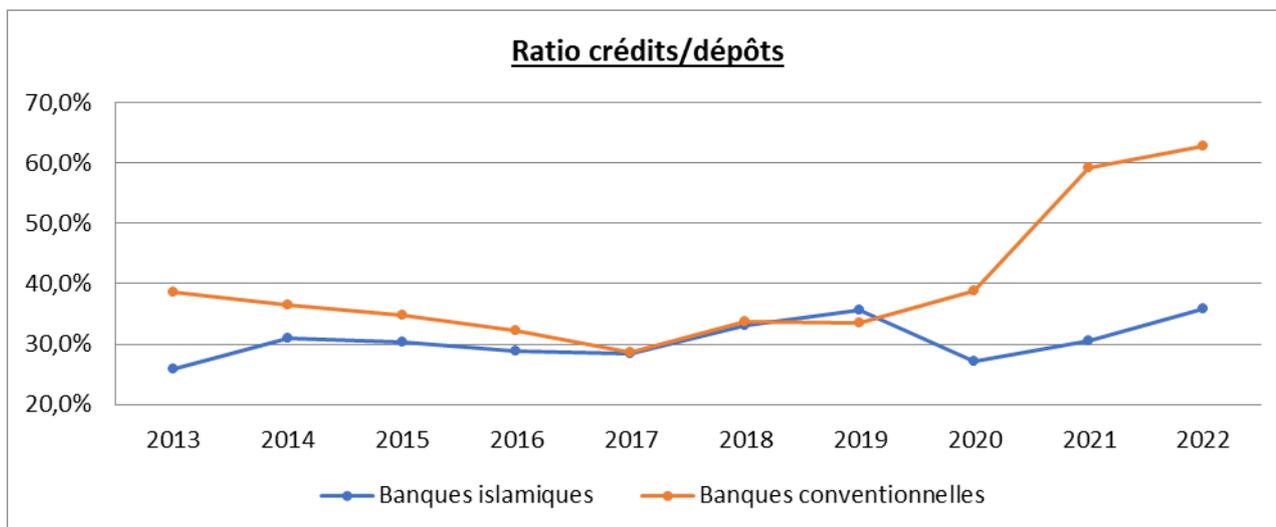
C'est la deuxième fois que ce taux de transformation dépasse la barre de 50% au cours des sept dernières années.

Milliards FDJ		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Banques Conventionnelles	Crédits	77,951	85,472	94,221	100,587	118,401	196,348	203,659
	Dépôts	242,242	298,838	278,87	299,436	305,058	332,029	323,952
	Ratio crédits/dépôts	32,2%	28,6%	33,8%	33,6%	38,9%	59,1%	62,8%

### 3.1.2.2. Transformation des banques islamiques

En 2022, les crédits des banques islamiques ont représenté 35,8% de leurs en hausse de 5 points par rapport à 2021(30,6%). En valeur, cette hausse correspond à 3 milliards FD.

Milliards FDJ		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Banques Islamiques	Crédits	12,209	16,871	19,140	25,514	30,940	33,972	39,667
	Dépôts	42,298	59,34	57,777	71,776	113,847	110,847	110,791
	Ratio crédits/dépôts	28,9%	28,4%	33,1%	35,5%	27,2%	30,6%	35,8%



### 3.3.3 Les types de crédits

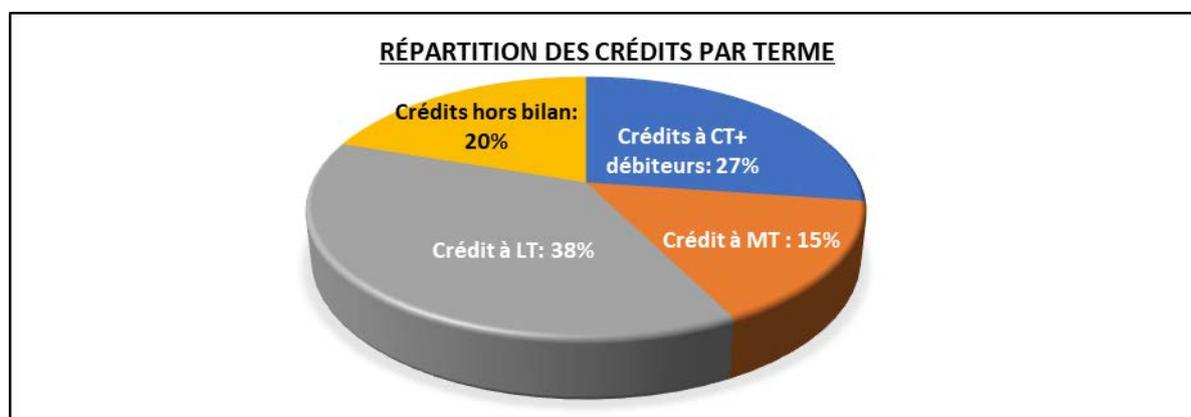
Les crédits alloués sur des périodes de court, de moyen et de long terme s'établissent comme suit :

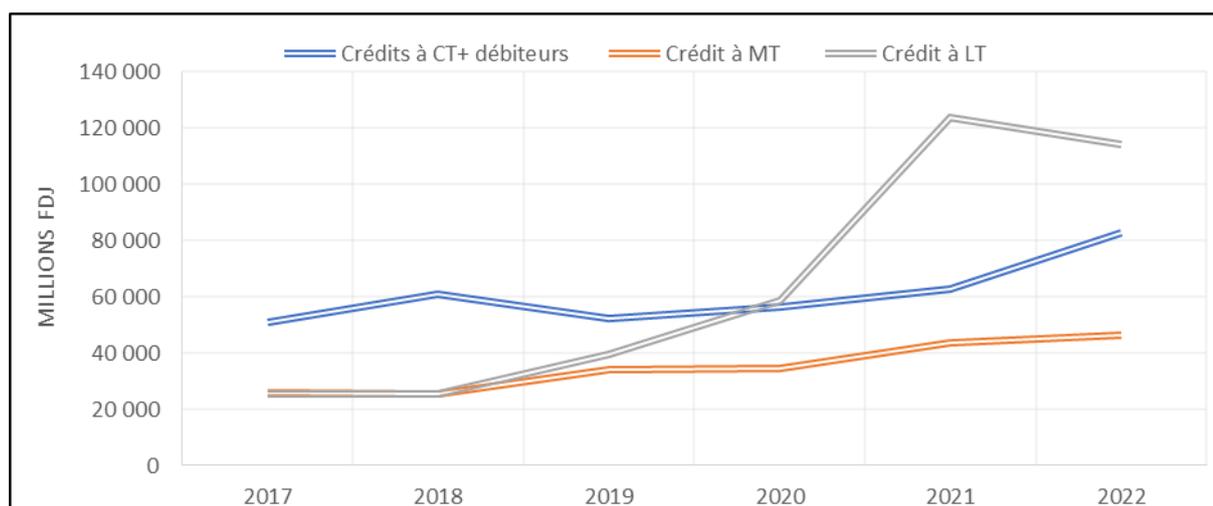
(En millions FD)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22/21
Crédits à CT+ débiteurs	61 070	52 277	56 180	62 878	82 691	<b>31,5%</b>
Crédit à MT	25 530	34 032	34 351	43 561	46 488	<b>6,7%</b>
Crédit à LT	25 433	39 791	58 810	123 881	114 146	<b>-7,8%</b>
<b>Total</b>	<b>112 034</b>	<b>126 101</b>	<b>149 342</b>	<b>230 320</b>	<b>243 326</b>	<b>5,6%</b>

Source : Banque centrale de Djibouti

Les crédits à long terme ont baissé en 2022 de 7,8% après une forte progression en 2021 de 111% en 2021. Ils demeurent les plus importants à 114 milliards de FD suivis des crédits de court (82,7 milliards FD) en hausse de 31,5% et des crédits à moyen terme (46,5 milliards de FD) qui ont crû de 6,7%.



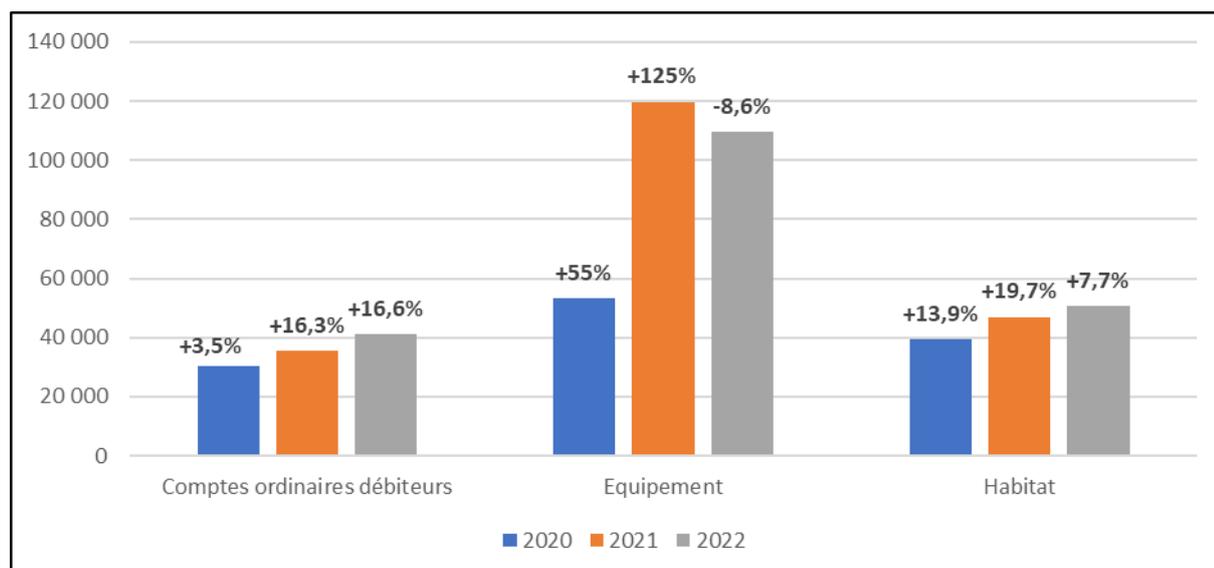


### 3.1.3. Les crédits par secteur d'activités

Au 31 décembre 2022, les crédits sont accordés principalement aux équipements pour 109,5 milliards FD suivis de l'habitat pour 50,6 milliards de FD.

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22/21
Comptes ordinaires débiteurs	31 646	29 465	30 482	35 436	41 307	16,6%
Equipement	31 366	34 356	53 254	119 798	109 527	-8,6%
Habitat	30 780	34 456	39 261	47 007	50 636	7,7%
Autres crédits	19 571	27 824	26 344	28 079	41 856	49%
<b>Total</b>	<b>112 034</b>	<b>126 101</b>	<b>149 342</b>	<b>230 320</b>	<b>243 326</b>	<b>5,6%</b>

Source : BCD (en millions FD)



### 3.1.4. Les crédits selon les agents économiques

Les sociétés et entreprises individuelles totalisent des crédits d'un montant de 143,6 milliards FD en 2022 soit 59% du total des crédits malgré la baisse constatée de 3,4%.

En deuxième position viennent les crédits accordés aux entreprises publiques avec 63,646 milliards FD soit une forte hausse de 27,7% sur un an.

Entre 2020 et 2022, leur emprunt bancaire a doublé passant de 30,9 milliards FD à 63,6 milliards FD.

Les crédits des particuliers s'élèvent à 36 milliards FD en 2022 contre 31,4 milliards FD en 2021 en hausse de 14,8%.

En millions FD

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22/21
Entreprises et Ets publics	21 677	17 337	30 890	49 847	63 646	27,7%
Sociétés et entreprises individuelles	65 400	77 927	89 858	148 605	143 585	-3,4%
Particuliers	19 627	23 949	28 104	31 404	36 066	14,8%
Divers	5 330	6 887	489	464	28	-94%
<b>Total</b>	<b>112 034</b>	<b>126 101</b>	<b>149 342</b>	<b>230 320</b>	<b>243 326</b>	<b>5,6%</b>

### 3.1.5. Le coût des crédits

Les coûts d'emprunt ont connu des baisses en 2022 comme en 2021 à l'exception des certaines catégories qui ont légèrement augmenté.

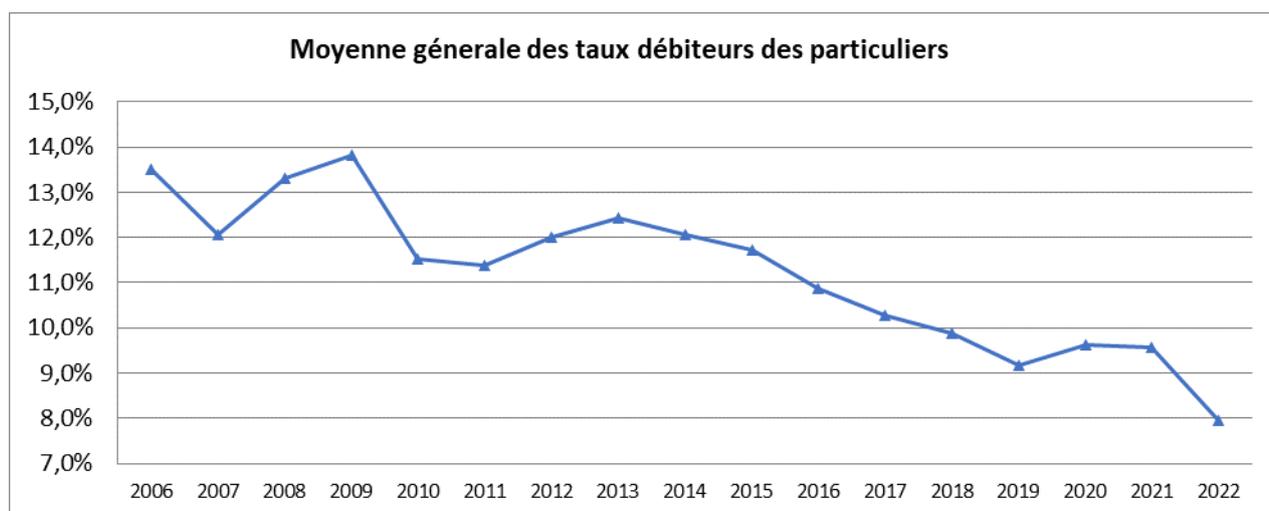
#### 3.1.5.1. Taux accordés aux particuliers

Les taux sur les crédits immobiliers ont baissé et sont passés de la tranche [6,04%-9%] à la tranche [5,72%-8,5%] sur un an. Pour les prêts personnels ils ont fortement baissé passant d'un taux minimum de 8,5% à 3,5%. Également le taux maximum pour les découverts est passé de 18% à 13%.

	Taux extrêmes de crédit									
	2018		2019		2020		2021		2022	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
Découverts	8,5	16,5	4,6	16,5	8,5	13,7	5	18	5	13
Prêts Personnels	6,2	12,5	6,2	11,5	8,5	12	8,5	11	3,5	12
Crédits immobiliers	6,5	9	6,3	10	6,1	9	6	9	5,7	8,5

Source : Banque Centrale de Djibouti

La moyenne de tous les taux débiteurs extrêmes accordés aux particuliers a évolué comme suite, passant de 13,5% en 2006 à 8% en 2022.



### 3.1.5.2. Taux de crédit aux entreprises et entrepreneurs privés

La structure des taux moyens de cette catégorie d'emprunteurs a connu des hausses pour certaines tranches des crédits et des baisses pour d'autres. En effet, les taux pour les escomptes et pour les crédits à moyen et long terme ont baissé en 2022 passant respectivement de 11% à 6,2% et de 11% à 8%.

Par contre, les taux accordés pour les crédits à court terme ont augmenté passant d'un maximum de 10% à 12%. Il en est de même pour les découverts dont le taux minimum sont passés de 6,2% à 8,2% pour les crédits inférieurs à 10 millions FD.

Taux moyens de crédit pour les entreprises et entrepreneurs privés								
	2019		2020		2021		2022	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
<b>Crédits &lt; 10 millions FD</b>								
Escompte	8	17	8	17	8	11	5,5	6,2
Découverts	5,17	16	6,37	16	6,22	11	8,2	11
Crédits à CT	7,78	13	8	13	7,63	10	6,9	12
Crédits à MT et LT	6,8	15	6,53	15	6,76	11	6,9	10,1
<b>Crédits [10-50 millions FD]</b>								
Découverts	1,56	16	1,13	16	1,11	11	1,7	11
Crédits à CT	7,77	13	8	13	7,63	10	7,3	12
Crédits à MT et LT	6,92	15	6,41	15	6,63	11	6,4	8,5
<b>Crédits [50-200 millions FD]</b>								
Découverts	1,3	16	1,55	16	2,14	11	1,2	11
Crédits à CT	8,75	13	8	13	8	10	8	12
Crédits à MT et LT	7,38	15	6,81	15	6,67	11	6,3	8
<b>Crédits &gt;200 millions FD</b>								
Découverts	0,69	16	1,63	16	0,39	11	1,4	11
Crédits à CT	6	13	5,25	13	5,25	10	6,5	12
Crédits à MT et LT	5,82	15	5,98	15	5,61	11	5,5	8

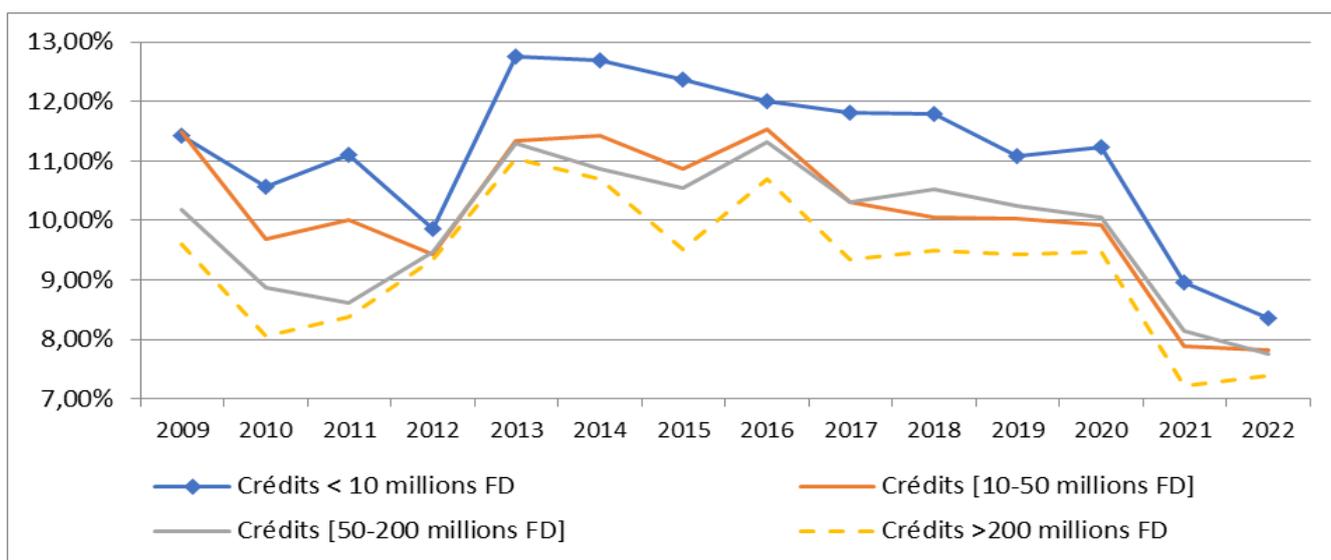
Source : BCD

Les taux moyens ont évolué dans les intervalles suivants :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux minimums	[1,07% - 11%]	[1,48% - 11%]	[0,69% - 8,75%]	[1,13% - 8,00%]	[0,39% - 8,00%]	[1,2% - 8,2%]
Moyennes des taux minimums	6,24%	6,29%	5,69%	5,66%	5,54%	5,52%

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux maximums	[13% - 17%]	[13% - 17%]	[13% - 17%]	[13% - 17%]	[10% - 11%]	[6,2% - 12%]
Moyennes des taux maximums	14,8%	14,8%	14,8%	14,8%	10,7%	10,2%

Si l'on fait la moyenne des taux extrêmes, on s'aperçoit que dans l'ensemble les taux ont légèrement baissé en 2022.



### 3.4. LA MICROFINANCE

En 2022, les institutions de microfinance ont enregistré une progression de 35,1% de leurs membres à 49 126 contre 36 358 en 2021. Les crédits octroyés ont sextuplé à 378 millions FDJ par rapport au 58,6 millions FDJ de 2021. L'encours de crédit est ressorti pour sa part à la baisse de 31% à 61,489 millions FDJ en 2022 contre 88,491 millions FDJ une année auparavant.

La microfinance islamique a pour sa part enregistré une hausse de crédit de 8% à 328,5 millions FDJ sur un an et un encours en diminution de 25% à 18,15 millions FDJ.

#### 3.4.1. La Microfinance conventionnelle

Sous l'impulsion des actions engagées dans le cadre de la stratégie de la microfinance 2019-2023 et les programmes de soutien des ménages vulnérables impactés par les différentes crises (covid 19 et crise inflationniste), le programme de microfinance poursuit son développement dans le paysage financier du pays. Les Caisses populaires d'épargne et de Crédit (CPEC) présentes dans la capitale et les régions de l'intérieur ont bénéficié d'une adhésion plus importante que l'année dernière.

##### 3.4.1.1. Evolution des membres

L'effectif total des membres adhérents au programme de microcrédit s'est établi à 49126 en 2022 en progression de 35% par rapport à 2021.

L'ensemble des CPECS de Djibouti et des régions de l'intérieur ont à cet effet enregistré l'augmentation des membres.

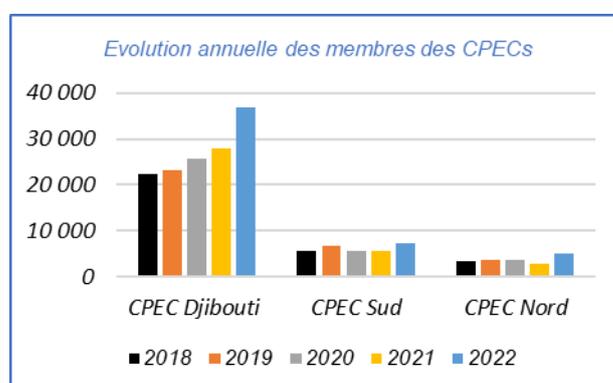
En termes spatiale, en raison de la part importante de population vivant dans la capitale, la CPEC de Djibouti arrive en tête avec 36 820 personnes (75,0%), suivi des CEPEC du sud qui totalise 7190 membres (15,6%) avec 3 679 pour Dikhil et 3 511 pour Ali Sabieh.

Quant au CEPEC du Nord (Tadjourah et Obock), celles-ci comptent 5116 membres dont 2 147 pour Tadjourah et 2 969 pour Obock.

**Tableau 30:** Répartition des Membres de CPECS de Djibouti ville et des régions à fin 2022

	2018	2019	2020	2021	2022	Var° 2022/2021
<b>CPEC Djibouti</b>	22 307	23 299	25 625	27 820	36 820	32,4%
<b>CPEC Sud</b>	5 498	6 726	5 534	5 689	7 190	26,4%
<b>CPEC Nord</b>	3 456	3 703	3 744	2 849	5 116	79,6%
<b>Total</b>	<b>31 261</b>	<b>33 728</b>	<b>34 903</b>	<b>36 358</b>	<b>49 126</b>	<b>35,1%</b>

Source : ADDS



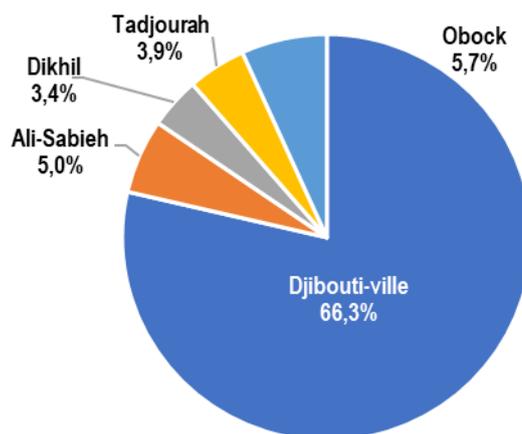
### 3.4.1.2. Epargne constituée

A fin 2022, l'épargne constituée par les membres s'élève à 555,44 millions FDJ en hausse de 65% par rapport à 2021 tirée par les épargnes des membres de tous les CPECs notamment celle de Djibouti qui a progressé de 93,57 millions FDJ (+34%). Ces dépôts représentent 0,1% du PIB et 0,16% des dépôts à vue bancaire.

**Tableau 31** : Le volume de l'épargne constitué à fin 2022 (FDJ)

	Epargne 2020	Epargne 2021	Epargne 2022	Total
Djibouti-ville	190 904 601	274 730 571	368 298 010	34,1%
Ali-Sabieh	20 571 094	16 745 517	55 511 863	231,5%
Dikhil	29 176 653	11 506 649	19 922 542	73,1%
Tadjourah	5 605 382	13 020 166	54 669 045	319,9%
Obock	6 083 734	19 182 774	57 038 941	197,3%
Total	252 341 464	335 185 677	555 440 401	65,7%

Source: ADDS, BCD, CPEC Djibouti



### 3.4.1.3. L'encours des crédits CPECs

L'encours de crédit s'est établi à 61,49 millions FDJ à fin 2022 en baisse de 31% par rapport aux 88,49 millions de 2021. Ce qui correspond à 0,05% du crédit au secteur privé et 0,009% par rapport au PIB. En comparaison avec le Sénégal qui est le deuxième pays où le taux d'inclusion financière est le plus élevé dans l'UEMOA, cet agrégat s'établit à 9,2% des crédits à l'économie et 3,5% du PIB.

Cette évolution de l'encours de crédits s'explique par une amélioration des remboursements des crédits par les membres avec un volume de crédits en souffrance plus faible (15%) contre 85% des échéances à jour. Toutefois, globalement les crédits qui sont de très courte durée, sont remboursés globalement au cours de l'année. L'encours de crédits de plus d'un an est nulle.

	Encours 2020	Encours 2021	Encours 2022	Variation
Djibouti-ville	42 973 989	57 168 997	48 031 513	-16%
Ali Sabieh	5 291 574	6 080 337	3 106 278	-49%
Dikhil	14 836 973	8 419 438	9 136 881	9%
Tadjourah	8 131 134	10 288 730	443 743	-96%
Obock	5 643 745	6 533 665	770 670	-88%
Total	76 877 415	88 491 167	61 489 085	-31%

Source: ADDS, BCD

### 3.4.2. La Microfinance islamique

Avec un effectif de 1909 adhérents au programme, ce sont au total 328,5 millions FDJ qui ont été octroyés au titre de financement des activités génératrices de revenu soit une progression de 8% par rapport à 2021.

L'encours de crédit a baissé à 18,15 millions FDJ avec un portefeuille de crédits en souffrance relativement plus important à 39% (33% avec un retard de 1 mois de remboursement et 6% avec 3 mois de retards). Par contre, 61% de l'encours soit 11,05 millions sont à jours.

**Tableau 32 :** Tableau : Evolution de crédits et de l'encours (millions FDJ)

	2019	2020	2021	2022	Var 2022/2021
<b>Crédits</b>	177,22	203,62	304,2	328,5	+8,0%
<b>Encours</b>	23,97	24,1	24,1	18,154	-24,7%

Source : ADDS, BCD

La mise en œuvre des actions stratégiques de la SNMF 2019-2023 et la SNIF 2022-2027 contribueront à favoriser une plus grande accessibilité de services financiers de qualité pour la population djiboutienne. Le paiement digital constituera aussi un vecteur essentiel pour accélérer ce processus d'inclusion financière.

## CHAPITRE IV. LES SECTEURS SOCIAUX

### 4.1. EDUCATION

En 2022, le nombre d'écoles en activité est passé à 334 contre 324 en 2021 soit une hausse de 3%.

**Tableau 33:** Nombre des écoles selon le niveau d'enseignement

Année	Primaire	Moyen	Secondaire
2014-2015	165	58	28
2015-2016	161	57	28
2016-2017	165	58	28
2017-2018	187	68	34
2018-2019	194	68	37
2019-2020	202	72	39
2020-2021	204	77	43
2021-2022	210	78	46

Source : annuaire statistique du MENFOP

Lors de l'année scolaire 2021-2022, les établissements se présentaient comme suit par niveau d'enseignement :

**Enseignement primaire :** les 210 écoles du primaire se répartissaient comme suit :

- 156 écoles publiques ; 46 écoles privées francophones et arabophones confondues ; 8 écoles pour les réfugiés.

**Enseignement moyen :** sur les 78 établissements moyens, 42 sont publics, 33 sont privés et 3 se trouvent dans les camps des réfugiés (2 dans la région d'Ali-Sabieh et 1 dans la région d'Obock).

**Enseignement secondaire :** sur les 46 établissements secondaires, 22 sont publics, 21 sont privés et 3 sont dans les camps de réfugiés.

**Tableau 34:** Evolution du taux brut de scolarisation selon le niveau d'enseignement

Année	Primaire	Moyen	Secondaire
2014-2015	79,00%	59,40%	36,60%
2015-2016	78,00%	61,00%	42,20%
2016-2017	81,50%	59,70%	44,30%
2017-2018	89,00%	63,40%	47,10%
2018-2019	93,53%	70,92%	46,86%
2019-2020	94,05%	72,49%	47,00%
2020-2021	95,95%	76,41%	46,02%
2021-2022	98,34%	89,23%	59,00%

Source : annuaire statistique du MENFOP

Le taux brut de scolarisation a progressé pour tous les niveaux d'enseignements primaires, moyens et secondaires respectivement de 98%, 89% et 59% durant la période scolaire 2021-2022.

## **Enseignement technique et formation professionnelle**

Le nombre d'élèves inscrits pour l'enseignement technique et formation professionnelle augmente de 3,7% à 4 937 contre 4 761 en 2020-2021. Cette situation en progression moyenne de 9% sur la période 2015-2022 s'explique par la politique du gouvernement en vigueur qui vise à réduire l'abandon scolaire, lutter contre la délinquance juvénile et le chômage des jeunes.

<b>Année</b>	<b>Elèves</b>
2014-2015	2 865
2015-2016	3 399
2016-2017	3 590
2017-2018	3 840
2018-2019	3 664
2019-2020	4 898
2020-2021	4 761
2021-2022	4 937

Source : annuaire statistique du MENFOP

En termes d'infrastructures d'accueils, le nombre d'établissements est resté inchangé à 13 pour la troisième session scolaire.

<b>Année</b>	<b>Nombre d'établissements techniques et professionnels</b>
2014-2015	8
2015-2016	8
2016-2017	8
2017-2018	12
2018-2019	12
2019-2020	13
2020-2021	13
2021-2022	13

Source : annuaire statistique du MENFOP

## **4.2. SANTE**

Dans les priorités du gouvernement, la lutte contre les trois maladies que sont le SIDA, la Tuberculose et le paludisme constitue l'essentiel des activités du ministère de la santé.

### **4.2.1. La lutte contre la tuberculose**

En 2022, le ministère de la santé a procédé à la validation de la Stratégie Nationale de lutte contre la Tuberculose PNLT 2020-2024.

Cette stratégie constitue la riposte nationale contre ce fléau et requiert la mobilisation de tous les partenaires pour le financement de cette stratégie.

Malgré les progrès réalisés dans la lutte contre la Tuberculose (TB) durant les 4 dernières années et qui ont permis aux taux d'incidence de la TB de passer de 620 en 2014 à 378 en 2015 et à 269 cas pour 100.000 habitants en 2017, Djibouti continue à avoir une incidence de Tuberculose importante.

L'objectif de cette stratégie consiste à permettre que 90% des personnes atteintes de tuberculose soient d'abord diagnostiquées à l'aide de technologies rapides recommandés par l'OMS puis en mesure d'accéder au traitement. Les personnes atteintes de tuberculose pharmaco résistante sont également visées.

Djibouti est également engagé dans un projet d'appui à la création d'un Centre de Formation et d'Expertise (CFEA) qui couvre plusieurs pays. Porté par l'Association des Centrales d'Achats des Médicaments Essentiels (ACAME) au niveau national, l'objectif de ce projet est d'améliorer l'accès aux produits de santé par le renforcement des performances des 22 centrales d'achats de médicaments essentiels, membres de l'association éponyme et de leurs partenaires dans la chaîne de distribution.

#### **4.2.2. La lutte contre le VIH/SIDA**

La revue à mi-parcours du plan stratégique national de lutte contre le VIH-Sida pour la période 2018-2022 démontre que Djibouti a réalisé des progrès considérables au cours des années passées dans le domaine de la lutte contre le VIH-SIDA.

Malgré ces efforts consentis et les acquis remarquables enregistrés dans la riposte contre le VIH-SIDA, ce virus demeure encore une menace pour la population.

Le ministère de la Santé en collaboration avec l'OMS et l'ONUSIDA a donc validé la nouvelle stratégie nationale de lutte contre le VIH/Sida.

Plusieurs dimensions ont été retenues à travers la conduite d'études comparatives sur les avantages et les inconvénients associés aux médicaments, sur les valeurs et les préférences des personnes vivant avec le VIH ainsi que sur les facteurs liés à la mise en œuvre des programmes de lutte contre le VIH et au coût.

Ces nouvelles recommandations mises à jour vont permettre non seulement à notre pays d'améliorer sa politique de lutte contre le VIH, mais également de servir de document de référence pour la rédaction de la prochaine note conceptuelle du Fonds.

#### **4.2.3. La lutte contre le paludisme**

Djibouti est en bonne voie pour atteindre les cibles de la Stratégie technique mondiale de lutte contre le paludisme 2016-2030.

Après les pluies diluviennes qui se sont abattues sur le territoire national, l'Institut National de Santé Publique de Djibouti (INSPD) et le programme national de lutte contre le paludisme ont lancé conjointement dans la capitale des opérations d'épandage et de destruction des gîtes larvaires dans les différents quartiers de la ville de Djibouti.

A cet effet, plusieurs équipes d'entomologistes et d'agents d'hygiène ont pu détecter des zones à risque pour y étaler et répandre des solvants d'insecticide au-dessus des eaux stagnantes et dans les fosses septiques.

L'efficacité de ces solvants est avérée pour éliminer les larves de moustiques avec un impact environnemental quasi nul. Par ailleurs, ces activités d'épandage vont de pair avec des interventions des brigades mobiles de pulvérisations spatiales qui emploient des moyens adéquats afin de stopper les proliférations des moustiques.

Dans le cadre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 3<sup>ème</sup> génération 2020-2024, Djibouti a en effet pris l'engagement de réduire la morbidité liée au paludisme de 50% d'ici 2024 par rapport aux données de 2019 en vue d'atteindre zéro cas de contamination d'ici fin 2030.

Au cours des cinq dernières années, les cas de paludisme n'ont cessé d'augmenter en passant de 14.810 cas en 2017, 25.319 cas en 2018, 30 304 cas en 2019, 73.535 cas en 2020 et 55.646 cas de paludisme en 2021.

Cependant, la situation du Paludisme en 2021 s'améliore avec une baisse de 24% comparé à 2020.

Bénéficiant de l'appui du PNUD, le Ministère de la Santé, en collaboration avec les communautés locales grâce au fonds mondial, a mené une campagne de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée d'action. L'approche porte à porte a été adoptée pour s'assurer que les moustiquaires parviennent au vrai bénéficiaire.

A cela s'ajoutent des campagnes de sensibilisation pour le changement social et de comportement pour l'adoption de bonnes pratiques de lutte contre le paludisme au niveau des écoles secondaires, universitaires, les CDC et à travers les écrans publicitaires pour véhiculer des messages clés sur le paludisme etc...

La lutte et durable implique aussi l'engagement des autres services publics concernés notamment la voirie, l'Urbanisme et l'habitat, la Mairie de Djibouti, l'Environnement, de l'Education Nationale, la Télécommunication.

### **4.3. LE GENRE**

En 2022, le ministère de la femme et de la famille a réalisé des activités différentes conformément à ses missions et dans le cadre des grands axes de son plan stratégique.

**L'axe 1** portant sur le renforcement des capacités et des compétences des jeunes filles et des femmes en vue de leur autonomisation économique et sociale, a mis en œuvre les programmes de formation suivants:

- 199 apprenantes pour des formations initiales en couture ,coiffure et cuisine ;
- 340 filles en formation continue au CASAF sur l'employabilité en langues, gestion des projets, art de la table, et secourisme ;

- 2 pépinières en cuisine et couture qui sont gérées par les jeunes filles certifiées du CASAF ,
- 1 classe de garde des enfants de bas âge est fonctionnelle au CASAF pour permettre aux mères de Balbala d'initier des AGRs.

**Concernant l'axe 2** portant sur la promotion de l'égalité du genre, un plan d'action sectoriel et une plateforme de suivi sur les thématiques genre ont été mis à disponibilité ;

Les points focaux genre des Ministères techniques ont été renforcés.

- Une évaluation de la PNG 2011-2021 et l'élaboration de la nouvelle Stratégie Nationale Genre 2023-2027 ont été réalisées également ;
- Trois études axées sur le genre ont été préparées : une étude sur la Femme et changement climatique, une analyse de la situation du divorce à Djibouti et un diagnostic sur l'accès des femmes à l'administration publique et privée ;
- Enfin une conférence sur la femme Djiboutienne a été réalisée sur les thématiques : Résilience aux changements climatiques, Inclusion socio-économique des femmes et Femmes, numérique et avenir.

**Pour ce qui est de l'axe 3** portant sur l'amélioration des conditions de vie des familles et du bien-être de l'enfant, les activités suivantes ont été réalisées :

- 11 structures communautaires ont été mises en places pour le développement de la petite enfance dans les régions durant l'année scolaire 2021/2022 ;
- 210 enfants des régions ont été inscrits aux garderies communautaires des régions ; 100 cas de protection de l'enfant contre toutes les formes de violences et maltraitements ont été enregistrés par le service de l'assistance sociale ;
- 200 sages-femmes ont été formées sur la mise en application des normes et protocoles de prise en charge liées aux MGF ;
- un Guide de plaidoyers religieux sur le MGFs a été élaboré et une plateforme nationale de la protection de l'enfance a été lancée.

**Enfin**, les actions suivantes ont été réalisées dans le cadre de **l'axe 4** relatif au renforcement des capacités institutionnelles et managériales :

- 89 formations nationales et internationales au personnel du Ministère pour le renforcement du capital humain ;
- 25 responsables des bureaux des régions ont été formés sur le système de suivi-évaluation et l'utilisation de l'application de collecte de données et reporting des activités à distance ;
- 2 évaluations ont été effectuées dont une évaluation externe à mi-parcours du projet de l'Union Européenne d'Appui à l'autonomisation de la femme et à la protection des droits des femmes (FEMFI) en plus d'une évaluation sur la Politique Nationale Genre.

## Annexe : Indicateurs macroéconomiques et financiers 2018-2022

En Millions FDJ	2018	2019	2020	2021	2022
<b>SECTEUR REEL</b>					
<b>PIB constant</b>	494 693	522 124	528 400	553 829	574 409
Déflateur	104,7	105,1	107	108,3	113,9
PIB courant (prix n-1)	517 784	548 954	565 343	599 542	653 971
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,5%</b>	<b>1,2%</b>	<b>4,8%</b>	<b>3,7%</b>
<b>FBCF</b>					
Taux d'investissements	28,50%	29,80%	29,70%	22,70%	22,40%
Taux d'investissements Privé	19,80%	20,50%	22,30%	14,90%	17,10%
Taux d'investissements public	8,70%	9,30%	7,40%	7,70%	5,30%
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>					
<b>Recettes totales</b>	<b>106 311</b>	<b>109 199</b>	<b>112 092</b>	<b>109 993</b>	<b>116 586</b>
Recettes fiscales	69 003	71 272	65 866	69 834	73 832
Impôts directs	28 779	30 468	28 646	29 387	33 182
Impôts indirects	36 621	37 800	34 581	37 588	37 672
Autres taxes	3 604	3 005	2 639	2 859	2 978
Recettes intérieures non fiscales	15 743	16 599	24 761	18 688	21 330
Recettes Extérieures non fiscales	21 564	21 328	21 465	21 471	21 424
Contribution. Fiscal FFDJ	5 357	5 008	5 289	5 264	4 700
Loyers d'installations militaires USA	11 196	11 228	11 197	11 196	11 197
Loyer de la base japonaise	924	924	924	924	924
Loyer de la base italienne	534	533	501	533	1 048
Loyer de la base chinoise	3 554	3 554	3 554	3 554	3 555
<b>Dons</b>	<b>18 357</b>	<b>22 161</b>	<b>18 964</b>	<b>11 022</b>	<b>6 755</b>
Dépenses totales	134 201	136 749	144 139	139 435	132 736
Dépenses courantes (montants)	91 842	91 927	89 628	91 154	99 717
(en % du PIB)	17,70%	16,70%	15,90%	15,20%	15,20%
Salaires	35 504	35 413	35 764	37 417	37 960
Matériel	29 975	29 686	30 332	32 186	35 911
Dépenses d'investissements	42 359	44 822	40 157	44 281	33 019
Investissements sur ressources internes	17 243	22 839	22 498	28 233	20 080
(en % du PIB)	3,30%	4,20%	4,00%	4,70%	3,10%
<b>Solde budgétaire base ordonnancement avec dons</b>	<b>-9 533</b>	<b>-5 389</b>	<b>-13 083</b>	<b>-18 420</b>	<b>-9 394</b>
<b>Solde budgétaire base ordonnancement hors dons</b>	<b>-27 889</b>	<b>-27 550</b>	<b>-32 047</b>	<b>-29 442</b>	<b>-16 150</b>
(en % du PIB)	-5,40%	-5,00%	-5,70%	-4,90%	-2,50%
<b>Solde budgétaire base caisse</b>	<b>-7 540</b>	<b>-2 518</b>	<b>-12 397</b>	<b>-19 959</b>	<b>-3 081</b>
<b>Solde budgétaire base caisse hors dons</b>	<b>-25 896</b>	<b>-24 679</b>	<b>-31 361</b>	<b>-30 981</b>	<b>-9 837</b>
<b>DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE</b>					
<b>Encours de la dette</b>	366 404	383 206	427 137	435 433	435 769
<b>Service de la dette directe</b>	11 303	11 683	6 566	3 536	14 334
dont intérêts	6 332	7 038	3 427	911	4 714
<b>SECTEUR EXTERIEUR</b>					
Exportations de biens	625 926	710 204	494 884	680 522	817 676
Exportations de services	185 027	205 000	160 635	180 088	190 679
Importations de biens	640 289	735 433	517 384	619 101	769 092

En Millions FDJ	2018	2019	2020	2021	2022
Importations de services	104 175	111 171	91 265	108 984	136 585
<b>Balance commerciale (biens et services)</b>	<b>66 489</b>	<b>68 600</b>	<b>46 870</b>	<b>132 524</b>	<b>102 678</b>
<b>Solde du compte de transactions courantes</b>	<b>76 176</b>	<b>100 229</b>	<b>63 977</b>	<b>149 940</b>	<b>119 489</b>
<b>MONNAIE</b>					
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>273 800</b>	<b>275 834</b>	<b>348 247</b>	<b>348 417</b>	<b>312 372</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>130 800</b>	<b>147 052</b>	<b>157 654</b>	<b>180 884</b>	<b>205 767</b>
Crédit à l'économie	112 013	122 699	118 202	112 134	125 588
<b>Masse monétaire</b>	<b>349 879</b>	<b>380 602</b>	<b>453 912</b>	<b>478 420</b>	<b>470 338</b>
(Variation annuelle)	-5,60%	8,80%	19,30%	5,40%	-1,70%
<b>Taux de liquidité (M2/PIB)</b>	<b>35,58%</b>	<b>35,32%</b>	<b>36,77%</b>	<b>36,37%</b>	<b>33,50%</b>
<b>Dépôts</b>	<b>336 647</b>	<b>371 212</b>	<b>418 906</b>	<b>442 876</b>	<b>434 743</b>
Francs Djibouti	183 313	197 504	202 110	214 717	220 444
Devises	153 334	173 709	216 796	228 159	214 299
<b>INDICATEURS BUDGETAIRES</b>					
Taux de pression fiscal	13,30%	13,00%	11,70%	11,60%	11,30%
Masse salariale / Recettes fiscales	51,50%	49,70%	54,30%	53,60%	51,40%
Investissement sur ressources internes / Recettes fiscales	25,00%	32,00%	34,20%	40,40%	27,20%
Solde budgétaire de base / PIB	-1,50%	-0,50%	-2,20%	-3,30%	-0,50%
Encours de la dette / PIB	70,80%	69,80%	75,60%	72,60%	66,60%
Variations arriérées intérieures	1 993	2 871	686	-1 539	6 313
<b>INFLATION</b>					
Taux d'inflation annuel (fin de période en %)	2,00%	3,30%	0,30%	2,50%	3,60%
Taux d'inflation annuel (moyenne annuelle en %)	0,10%	3,30%	1,80%	1,20%	5,20%

Source : Modèle économique de Djibouti (MED)-DEP/MEFI



**Direction de l'Economie et du Plan**  
**Immeuble Sarian, Héron, Commune de Ras-Dika**  
**Djibouti-ville, République de Djibouti**  
**<https://direction-economie.gouv.dj>**  
**[dep@economie.gouv.dj](mailto:dep@economie.gouv.dj)**  
**T : (+253) 21 35 28 01/21 35 15 59**